

SEANCES DU SAMEDI 22 MARS 1986

VERGADERINGEN VAN ZATERDAG 22 MAART 1986

ASSEMBLEE PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 622.

DECES D'UN ANCIEN SENATEUR :

Page 622.

ORDRE DES TRAVAUX :

Page 622.

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs* : MM. de Wasseige, V. Van Eetvelt, Vandenhoute, Van In, Vandenhove, Schoeters, Eicher, Verschuere, Pataer (*motion d'ordre*), M. le Président, M. Wyninckx, p. 622.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt) :

Page 640.

MM. De Bondt et Paque. — Proposition de loi octroyant à certains Belges d'origine polonaise les avantages reconnus aux anciens combattants de la guerre de 1940-1945.

INTERPELLATIONS (Demandes) :

Page 640.

M. Smits à M. Damseaux, ministre de l'Education nationale, sur « les modalités de fonctionnement du Service national de transport scolaire ».

Mme Aelvoet au Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et au secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur « les déversements illégaux effectués en mer par le *Falco* et le *Wadsy Tanker* ».

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1985-1986
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1985-1986

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 622.

OVERLIJDEN VAN EEN OUD-SENATOR :

Bladzijde 622.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN :

Bladzijde 622.

ONTWERP VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Algemene bespreking (hervatting). — *Sprekers* : de heren de Wasseige, V. Van Eetvelt, Vandenhoute, Van In, Vandenhove, Schoeters, Eicher, Verschuere, Pataer (*motie van orde*), de Voorzitter, de heer Wyninckx, blz. 622.

VOORSTEL VAN WET (Indiening) :

Bladzijde 640.

De heren De Bondt en Paque. — Voorstel van wet houdende toekenning aan Belgen van Poolse afkomst, van voordelen toegekend aan de oud-strijders 1940-1945.

INTERPELLATIES (Verzoeken) :

Bladzijde 640.

De heer Smits tot de heer Damseaux, minister van Onderwijs, over « de werking van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer ».

Mevrouw Aelvoet tot de Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen en tot de staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie over « de illegale lozingen in zee door de *Falco* en de *Wadsy Tanker* ».

3 feuilles/vellen

87

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. Nicolas et Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren Nicolas en Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Valkeniers, en raison d'autres devoirs; Friederichs, en raison de devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Valkeniers, wegens andere plichten; Friederichs, wegens ambtsplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

DECES D'UN ANCIEN SÉNATEUR
OVERLIJDEN VAN EEN OUD-SENATOR

De Voorzitter. — De Senaat heeft met groot leedwezen kennis gekregen van het overlijden van de heer Augustus De Boodt, oud-senator voor het arrondissement Mechelen-Turnhout en gewezen secretaris van de Senaat.

Le Sénat a appris avec un vif regret la mort de M. Augustus De Boodt, ancien sénateur de l'arrondissement Malines-Turnhout et ancien secrétaire du Sénat.

Uw Voorzitter heeft het rouwbeklag van de vergadering aan de familie van ons betreurd gewezen medelid betuigd.

Votre Président a adressé les condoléances de l'assemblée à la famille de notre regretté ancien collègue.

ORDRE DES TRAVAUX
REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Mesdames, messieurs, je confirme que je compte clôturer à 15 heures la liste des orateurs dans la discussion générale du projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. Lorsque nous interromprons nos travaux ce soir à 18 heures, il restera vraisemblablement à entendre quatre orateurs avant la réponse du Premier ministre.

De Eerste minister zal maandagnamiddag het woord voeren in de algemene beraadslaging. Maandagavond beginnen wij met de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Wij vatten dan de behandeling aan van de aanhef en van het 1^o van artikel 1.

Dinsdagochtend bespreken wij het ontwerp van wet met betrekking tot de voorlopige kredieten. Daarna hervatten wij de beraadslaging over de artikelen van het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Wij behandelen dan het 2^o van artikel 1 aangezien de minister van Begroting aanwezig zal zijn.

Dinsdag hebben stemmingen plaats van 14 uur af, telkens wanneer een onderdeel van een artikel is afgehandeld.

Ik wilde dit toch graag nog even bevestigen.

Is de Senaat het daarmee eens?

Le Sénat est-il d'accord? (*Assentiment.*)

Dan is hiertoe besloten.

Il en sera donc ainsi.

PROJET DE LOI ATTRIBUANT CERTAINS POUVOIRS SPECIAUX
AU ROI*Reprise de la discussion générale*ONTWERP VAN WET TOT TOEKENNING VAN BEPAALDE BIJ-
ZONDERE MACHTEN AAN DE KONING*Hervatting van de algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Wij hervatten de algemene behandeling van het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je commencerai mon intervention en posant la question suivante: pourquoi des pouvoirs spéciaux?

Comme on l'a déjà dit abondamment, ils sont demandés en raison de circonstances exceptionnelles qui requièrent des solutions urgentes. Ceci m'amène à faire une petite parenthèse.

En effet, il faudrait se rappeler comment le gouvernement précédent a utilisé les pouvoirs spéciaux, en 1982 et 1983. Le 31 décembre 1982, c'est-à-dire le dernier jour d'application des pouvoirs spéciaux et donc dix mois après leur entrée en vigueur, 71 arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux ont été pris sur un total de 191 et 42 p.c. de ces arrêtés ont été pris lors de la dernière semaine de ce mois de décembre. On peut se demander si les problèmes étaient tellement urgents.

En 1983, il existait deux échéances: l'une en mars et l'autre en décembre. Les deux tiers des arrêtés de pouvoirs spéciaux ont été pris à la fin de l'une et de l'autre de ces deux périodes. Je clorai ici cette parenthèse. Je tenais à vous dire que lorsqu'on parle de la nécessité de solutions urgentes, celles-ci peuvent parfois attendre plusieurs mois, voire une dizaine de mois!

L'important est de se rendre compte de la raison pour laquelle on se trouve aujourd'hui, encore et toujours, quatre ans après l'adoption d'une politique que je baptiserai d'austérité-déflation-dévaluation, dans une situation qualifiée d'exceptionnelle et justifiant, selon la majorité et le gouvernement, le recours aux pouvoirs spéciaux. Cela provient essentiellement de cette politique. On peut se demander pourquoi celle-ci a été choisie et pourquoi elle est poursuivie encore maintenant. Je pense qu'à la base se trouvent trois erreurs fondamentales.

La première erreur — Dieu sait si nous l'avons entendue! — est de penser que le Belge vit au-dessus de ses moyens. Cette première erreur a laissé croire que la consommation privée était trop élevée et qu'il fallait la ralentir. Il est vrai que le pourcentage de cette consommation

était fort élevé, mais la réalité était autre : c'est, au contraire, l'investissement — la formation brute de capital, comme disent les économistes — qui n'a cessé de chuter. Dès lors, toutes proportions gardées, la consommation privée augmente relativement peu dans le produit national brut.

Cette erreur d'appréciation fondamentale a conduit à une politique d'austérité, politique qui n'a pu qu'entretenir ce ralentissement des investissements, faute d'une demande satisfaisante.

Quand on parle d'investissements, il faut principalement penser au secteur de la construction et aux investissements publics qui sont, d'après les calculs du PNB réalisés d'année en année, essentiellement responsables de cette chute de la formation brute de capital.

La première erreur est donc une erreur d'appréciation fondamentale; celle-ci conduit à appliquer des remèdes contraires à la maladie et, par conséquent, à aggraver ladite maladie.

Votre deuxième erreur rejoint la première. Vous avez tout axé sur le retour à la compétitivité des entreprises, nécessaire dans notre type d'économie de marché, en jouant seulement sur la partie « salaires » et en négligeant complètement d'autres éléments du coût comme, par exemple, le coût de l'énergie et celui de l'argent, donc les taux d'intérêt, pourtant essentiels à notre époque. Par ailleurs, ce retour à la compétitivité était déjà acquis par rapport à la dérive de 1974 et 1975 : il était en voie de se consolider naturellement.

De plus, vous avez oublié — c'est pourtant très important — que la compétitivité ne se mesure pas seulement en termes de coût relatif mais aussi — et je dirais principalement — en termes de qualité et de diversité des produits. A cet égard, le patronat est responsable, comme l'est aussi le gouvernement pour ne pas avoir pratiqué suffisamment une politique d'aide aux entreprises, afin qu'elles évoluent dans ce sens. Telle est la deuxième erreur.

Troisième erreur : axer tout sur l'exportation; la relance devait selon le gouvernement nécessairement passer par l'exportation.

La conséquence inéluctable fut que les entreprises tournées vers le marché intérieur ont vu leurs débouchés en partie diminués en raison des mesures précédemment prises. Un certain nombre d'entre elles se sont alors forcément reconverties en se tournant vers l'extérieur. Quant au secteur de la construction, l'un des principaux secteurs axés vers le marché intérieur, il s'est retrouvé particulièrement déprimé.

Bien entendu, d'année en année, la dépendance économique à l'égard de l'extérieur s'est accrue et, par voie de conséquence, les contraintes sur l'ensemble de l'économie. Subséquemment, une diminution des possibilités d'action de ce secteur sur notre économie est intervenue.

Ce choix fut également à la base de votre décision de dévaluer le franc en février 1982. En effet, il fallait, à tout prix, relancer l'exportation.

Mais cette politique se paie *cash* ! C'est pourquoi vous demandez aujourd'hui à votre majorité de nouveaux pouvoirs spéciaux.

Venons-en aux conséquences. Tout d'abord, les taux d'intérêt.

Une analyse publiée par *The Economist*, début septembre 1985, donne les taux d'intérêt réels pratiqués dans différents pays. En Belgique, ce taux atteint un chiffre record par rapport à nos voisins. En effet, il est de l'ordre de 8,5 p.c. alors qu'en Italie il est de 7 p.c., de 2,5 p.c. en Allemagne et d'environ 4 p.c. aux Pays-Bas. Je parle en taux réels, c'est-à-dire qu'il s'agit des taux d'intérêt diminués du taux d'inflation.

Il est évident que, dans ces conditions, les investissements stagnent et que la charge de la dette publique atteint un niveau particulièrement élevé. Pourquoi la Belgique a-t-elle des taux aussi importants ?

Pour répondre à cette question, il faut procéder à une analyse que vous n'avez jamais faite.

Je citerai, en premier lieu, la politique de change : une dévaluation en février 1982, un rajustement monétaire en juin 1982 et un autre en 1983, tous deux à la baisse.

Vous donnez l'impression au monde financier extérieur que vous laissez « filer » le franc belge. (*Signes de dénégation de M. le Premier ministre.*)

Vous avez donné cette impression; je ne parle pas de l'avenir.

De tout cela, il est résulté une certaine méfiance à l'égard de notre monnaie et le paiement d'une prime sur les taux d'intérêt est devenu nécessaire pour compenser cet état d'esprit, d'où des taux d'intérêt plus élevés.

Autre raison des taux d'intérêt trop élevés : la puissance du cartel des banques.

Vous me rétorquerez peut-être que le gouvernement ne cède pas aux groupes de pression — cela figure dans le rapport — mais il faut

se rendre compte que nous sommes en présence d'un cartel des banques privées qui impose des taux d'intérêt plus élevés que ceux pratiqués dans d'autres pays.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire le rapport de l'Association belge des banques ou celui des caisses d'épargne privées. Ils attestent, en effet, que leurs revenus plantureux et leurs résultats extrêmement élevés proviennent de placements, particulièrement en emprunts d'Etat, à des taux d'intérêt très intéressants pour elles.

En troisième lieu, ces taux d'intérêt élevés découlent d'une gestion assez incohérente de la dette publique elle-même. En voici deux exemples. Dans le courant de 1985, le ministre des Finances était fier d'annoncer qu'il avait consolidé une série d'emprunts à court terme par des emprunts à long terme, à un taux d'intérêt diminué d'un demi-pour cent. Il est aberrant, dans une période où les taux d'intérêts internationaux sont à la baisse et ce depuis plus d'un an, de consolider des emprunts à court terme par des emprunts à long terme avec seulement un demi-point d'écart. C'est insensé.

Il est évidemment préférable d'attendre trois mois et de renouveler ces emprunts à court terme par de nouveaux emprunts à court terme dont le taux d'intérêt sera progressivement plus faible. En réalité, en les consolidant d'un demi-point, on a accordé une prime énorme aux emprunteurs pour de nombreuses années.

En ce qui concerne l'emprunt récent du Fonds des routes, le ministre des Finances est très satisfait de la rapidité avec laquelle il a été souscrit. Il devrait plutôt en être honteux. En effet, c'est la preuve inéluctable — et inévitable — qu'il a été émis à un taux d'intérêt trop élevé ou pour une trop longue durée. Cinquante milliards de francs ont été souscrits par des institutions privées de crédit qui ont payé cet emprunt à long terme au moyen de leurs nombreux emprunts à court terme, alors que nous vivons une période où les taux d'intérêt baissent constamment. Vous avez essayé de sauver quelques milliards sur l'année 1986 en reportant des milliards supplémentaires sur chacune des années suivantes. Pensez-vous que les milieux financiers soient dupes ? On se rend bien compte de la manière incohérente dont les ministres des Finances gèrent la dette publique et l'on exploite évidemment cette incohérence. On paie *cash*, via les taux d'intérêt, la situation que vous avez créée; le franc belge en souffre aussi. Or, nous savons qu'il est la monnaie malade du système monétaire européen; c'est l'avis de M. Stoltenberg, président de la *Bundesbank*.

Je n'en dirai pas plus au sujet du franc, puisqu'on passe pour un incivique si l'on ose aborder ce sujet.

La troisième conséquence de votre politique, et aussi malheureusement la plus importante, est la dette publique et la charge de celle-ci.

Des sommets incroyables sont atteints par rapport au reste de l'Europe : le montant de notre dette dépasse, en effet, 5 000 milliards. Fin 1981, nous n'étions qu'à la moitié de ce chiffre. La dette a augmenté de près de 2 600 milliards en cinq ans. C'est un montant considérable.

Dans votre déclaration gouvernementale de 1981, votre objectif était d'atteindre la moitié du solde net à financer de l'époque, soit 6,5 p.c., quelques années plus tard. A quels chiffres en sommes-nous aujourd'hui ? En 1985, ce solde devait être de 6,5 p.c. L'exposé général du budget de 1982 a déjà porté ce chiffre à 7 p.c. En 1984, vous annonciez 10,4 p.c. pour 1985. En fin d'année, nous avions pratiquement atteint les 12 p.c. revenant, à peu de chose près, au chiffre de 1981 qui était de 12,6 p.c. En 1982, il était de 13 p.c., en 1983 de 12,6 p.c. et en 1984 de 11 p.c. Ce dernier chiffre représente une légère amélioration, mais il concerne l'année où vous avez « escamoté » 30 milliards par le passage du paiement des fonctionnaires du système anticipatif au système à terme éché. Ce petit gain a été acquis par un tour de passe-passe.

La présente déclaration gouvernementale prévoit 7 ou 8 p.c. en 1987, ce qui implique un taux de 9,5 p.c. en 1986. Aujourd'hui, on ne parle plus de 1986 et on ne définit pas encore nettement l'objectif pour 1987.

En réalité, ce n'est pas la dette en elle-même qui est tellement gênante. Si l'on considère l'ensemble de l'économie belge — Etat, particuliers et entreprises —, on s'aperçoit que le solde net à financer de l'Etat est de l'ordre de 500 à 600 milliards. Par contre, le solde de financement des particuliers est passé d'une épargne de 200 milliards à une somme se situant entre 400 et 500 milliards. Les entreprises qui se situaient au stade zéro atteignent maintenant les 150 milliards de sorte que, au total, la situation est quasi inchangée. L'Etat s'est endetté, mais les particuliers et les entreprises s'enrichissent, les chiffres le montrent.

Ce qui, par contre, est inquiétant, c'est la charge des intérêts de cette dette. Elle est, en fait, la principale responsable du déficit des finances publiques et se situe à 450 ou 500 milliards par an. Si l'on tient compte de la charge d'intérêt des emprunts de l'Etat et si l'on y ajoute le Fonds des routes...

M. Martens, Premier ministre. — Ce qui représente 60 milliards.

M. de Wasseige. — ... et le Fonds de solidarité qui, lui aussi, est un peu à part, la charge se situe, au total, au-delà de 500 milliards.

De heer Van Grembergen. — Een derde van onze inkomsten.

M. de Wasseige. — Elle représente plus de 25 p.c. du budget total. Quand on considère la différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes, c'est-à-dire le solde net à financer courant, on s'aperçoit que l'intérêt de la dette représente plus de 150 p.c. de cette différence. Ainsi, si nous imaginons que la charge de la dette est de zéro, les recettes courantes s'avèrent supérieures — et de loin ! — aux dépenses courantes d'environ une centaine de milliards.

C'est ce problème qui est inquiétant. Il l'est économiquement, politiquement et il est socialement inadmissible.

Que se passe-t-il, en effet ? L'Etat paie aux particuliers, aux banques et caisses d'épargne qui en tirent un profit qu'elles redistribuent à leurs actionnaires sous forme de dividendes, chaque année 500 milliards. Dans le même temps, il lance 500 nouveaux milliards d'emprunts et donne l'occasion aux intérêts, dont une partie se trouve à l'extérieur, de se replacer immédiatement et de préférence, vu le taux existant, en emprunts d'Etat plutôt que dans des investissements industriels, commerciaux ou artisanaux.

On a donc, compte tenu de la politique de restriction du gouvernement, qui porte sur les rémunérations, pénalisé non seulement les ouvriers, les employés du secteur privé, mais aussi les agents des services publics, les artisans, les commerçants par voie de conséquence, et les petites et moyennes entreprises, tous ceux qui vivent de leur travail. Au profit de qui ? Au profit des détenteurs des emprunts d'Etat.

On assiste à un transfert social qui porte, chaque année, sur environ 500 milliards. Nous ne sommes pas loin des transferts sociaux de la sécurité sociale mais, cette fois, au lieu que ces transferts s'effectuent des mieux nantis vers les moins bien nantis, ils s'effectuent, à l'inverse, des moins bien nantis vers les mieux nantis, les possesseurs d'un patrimoine important.

M. De Bondt. — Que proposez-vous ?

M. Desmarets. — Il faut donc réduire le déficit.

M. De Bondt. — Ou augmenter la fiscalité.

M. Desmarets. — Je vous écoute depuis un certain temps déjà, monsieur de Wasseige. Dites-nous ce qu'il faut faire.

M. de Wasseige. — J'occupe cette tribune depuis trente-cinq minutes et je respecte généralement le temps de parole que je me suis imparti. Que préparez-vous ?

M. Desmarets. — Dites-nous comment nous devons faire.

M. de Wasseige. — Vous poursuivez dans les erreurs que j'ai dénoncées à savoir : donner des tours de vis au pouvoir d'achat...

M. Martens, Premier ministre. — Monsieur de Wasseige, vous venez de dire que l'épargne a augmenté...

M. Desmarets. — Et depuis peu, la consommation privée aussi. Lisez le rapport de la Banque Nationale.

M. de Wasseige. — Elle n'augmente pas, au contraire elle diminue, en termes réels.

M. Martens, Premier ministre. — Vous dites que les revenus des particuliers et des entreprises ont augmenté et que l'Etat est pauvre, ce qui est vrai.

M. Desmarets. — C'est un plaidoyer pour la réduction des dépenses.

M. de Wasseige. — Je n'ai pas parlé de tous les particuliers, mais seulement de certains.

M. Martens, Premier ministre. — Vous avez parlé des particuliers en général.

M. Basecq. — Il s'agit des détenteurs de capitaux.

M. de Wasseige. — En effet, monsieur Basecq. Ce sont les détenteurs de capitaux qui ont vu leurs revenus augmenter. En termes réels, les salaires ont diminué; c'est ce qui apparaît d'ailleurs dans les graphiques annexés au rapport.

M. Martens, Premier ministre. — Oui, mais les autres formes de revenus aussi.

Mme Delruelle-Ghobert. — Bien sûr.

M. de Wasseige. — Vous prétendez que les autres revenus ont diminué aussi. Certainement pas les revenus des capitaux; ils ont augmenté. Chacun sait que les salaires ont diminué de 15 p.c. et que les revenus du patrimoine ont augmenté de 15 p.c.

M. Martens, Premier ministre. — Les revenus mobiliers et immobiliers aussi.

M. de Wasseige. — Pourquoi les revenus mobiliers ont-ils augmenté ?

M. Martens, Premier ministre. — Vous songez toujours aux fameuses deux cents familles les plus riches ?

M. Basecq. — Pas seulement à celles-là.

M. de Wasseige. — Voyez, monsieur le Premier ministre, comment se répartissent les revenus de la fortune.

M. Martens, Premier ministre. — Je croyais avoir lu que le PS lui-même devient conscient du fait que même des personnes modestes peuvent avoir plusieurs formes de revenus. J'ai pu voir les affiches de Codep relatives aux placements Monory-De Clercq.

M. de Wasseige. — Je ne conteste pas que la plupart de nos compatriotes possèdent leur maison, tout au moins ceux qui ont pu exercer une activité professionnelle. Pour les jeunes, la situation se présente différemment.

Vous allez poursuivre la politique d'austérité et vous imaginez qu'elle va tout à coup produire des effets tout à fait différents. Bien sûr, les taux d'intérêt sont relativement à la baisse, quoique dans notre pays ils se situent au-dessus de la moyenne internationale. Vous pensez aussi que le déficit des finances publiques va se résorber.

M. Martens, Premier ministre. — C'était la thèse de M. Mathot, il y a cinq ans.

M. de Wasseige. — Nous sommes en 1986; nous avons acquis de l'expérience en cinq ans et nous pouvons tirer des conclusions. Il faut savoir où cette expérience de politique d'austérité, de déflation et de dévaluation nous a conduits. Ne nous obstinons pas dans la même voie si nous voulons éviter de connaître une situation plus désastreuse encore dans quelques années dans les domaines que je viens d'énoncer, compte non tenu du chômage que j'ai négligé d'évoquer.

Le ministre du Budget prétend qu'il ne s'agit pas d'austérité mais d'assainissement.

Que signifie « assainissement » ? Qu'au lieu de restreindre les salaires des travailleurs, les rémunérations des agents des services publics et, en général, tous les revenus du travail et des allocataires sociaux, on va freiner ailleurs. Où ? Dans certaines dépenses de l'Etat ? Globalement toutefois, le résultat sera équivalent, car les dépenses de l'Etat se traduisent nécessairement en revenus pour des entreprises et certaines activités économiques, c'est-à-dire en emplois et salaires. Qu'on dise « assainissement » aujourd'hui par rapport à « austérité » sous le gouvernement précédent, c'est... « du pareil au même » et, par conséquent, l'objectif de 7 ou 8 p.c. du PNB en 1987 pour le solde net à financer est tout à fait irréaliste. Vous me rétorquerez peut-être que l'environnement international est bien meilleur à l'heure actuelle, compte tenu de la baisse du prix du pétrole et de celui du dollar. Voyez les prévisions du Bureau du Plan.

M. De Bondt. — C'est un fait !

M. de Wasseige. — Je lis aujourd'hui les réactions à ces prévisions émanant de ceux qui sont en première ligne pour assurer l'activité économique, c'est-à-dire les entreprises. Je constate que la FEB met en doute l'optimisme des résultats auxquels aboutit le Bureau du Plan.

Vous allez me demander s'il existe une autre politique. Certes oui. Tout d'abord, il faudrait maintenir le pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs, au lieu de le diminuer. Croyez-vous que le saut d'index que vous envisagez en 1986 vous rapportera 41 milliards de francs ? Que cette somme profite à la sécurité sociale ou à un autre secteur, il s'agit tout de même d'une rentrée globale.

A défaut de ce saut d'index, il y aurait des impôts supplémentaires sur les salaires et traitements correspondants, une augmentation des cotisations de sécurité sociale, un pouvoir d'achat accru avec une TVA en rapport. On peut penser que cette situation amènerait des emplois supplémentaires et donc une diminution des charges du chômage. En définitive, après calculs, on arrive à la conclusion que vous n'allez pas récolter 41 milliards, mais peut-être une petite dizaine de milliards seulement.

Il faut donc d'abord soutenir le pouvoir d'achat. Ensuite, il est nécessaire d'opérer une relance sélective de l'activité économique, en particulier de la construction. Le seul résultat de la Table ronde de la construction, du fait de divergences à l'intérieur de votre gouvernement, est la prorogation pendant deux mois du taux de 6 p.c. de la TVA. Pensez-vous que cela aura un effet sur la construction ?

Il pourrait s'agir pourtant d'une piste qu'on vous conseille de suivre depuis des mois, mais vous n'en tenez pas compte.

M. Martens, Premier ministre. — Vous êtes donc partisan du maintien des 6 p.c. de TVA dans le secteur de la construction comme mesure définitive ? J'en prends acte. C'est très intéressant à savoir.

M. de Wasseige. — Oui, mais dans un ensemble cohérent de mesures organisées concernant le secteur de la construction.

M. Martens, Premier ministre. — Connaissez-vous le montant des dépenses fiscales pour la construction en 1985 ? Il s'agit de 55 milliards pour les seules dépenses fiscales.

M. de Wasseige. — Je le sais, monsieur le Premier ministre.

M. Collignon. — Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas une mesure qui doit durer quelques mois.

M. Martens, Premier ministre. — Elle dure depuis quatre ans, monsieur Collignon !

M. Collignon. — Maintenant, vous la prorogez jusqu'à fin juillet.

M. Martens, Premier ministre. — Non, nous avons dit que c'est un élément en attendant un plan d'assainissement définitif dans ce secteur. Ce plan définitif doit entrer en vigueur le 1^{er} août.

M. Collignon. — Je suis d'accord, mais l'essentiel est de créer la sécurité pour l'investisseur, afin qu'il sache dans quelle situation il peut décider d'un investissement.

M. Martens, Premier ministre. — Nous voulons aussi savoir quelles mesures définitives le secteur va prendre. Nous voulons aussi nous concerter sur le meilleur instrument fiscal, puisqu'on dépense déjà 55 milliards de francs, non seulement pour la TVA, mais pour beaucoup d'autres mesures fiscales.

M. de Wasseige. — Vous m'avez demandé si nous avions à proposer une alternative. J'ai fourni deux éléments. Je poursuis.

Il faut réorienter les liquidités des particuliers et des institutions vers les investissements productifs et non vers des investissements spéculatifs. Dans ce domaine, une série de mesures concrètes peuvent être prises qui n'ont pas nécessairement des incidences budgétaires immédiates. Prenons l'exemple d'une mesure existant dans plusieurs pays, notamment en Suède, qui consiste à exonérer d'impôts 20 p.c. des bénéfices des entreprises à la condition que ces montants restent dans les entreprises. Ces 20 p.c., non distribués, donnent donc le loisir à l'entreprise, suivant ses propres besoins, soit d'engager du personnel, soit de faire de la recherche, soit d'investir.

On pourrait aussi faire pression à la baisse sur les taux d'intérêt — j'ai abordé cette question tout à l'heure — ou encore revenir à un système fiscal qui globalise les revenus, plutôt que d'adopter le découplage opéré, notamment avec le précompte immobilier libérateur. Je ne dis pas qu'il faut nécessairement laisser celui-ci au niveau actuel.

Autre mesure : les critères d'aide aux entreprises doivent être modifiés. Au lieu d'aider celles-ci à effectuer des investissements, le plus souvent de rationalisation, qui contribuent à augmenter le nombre de chômeurs, il faudrait les aider à promouvoir directement l'emploi. Quelque 60 à 80 p.c. du total des investissements industriels sont des investissements de rationalisation, qui se feraient de toute manière et qu'il n'y a donc pas lieu d'aider. Selon moi, je le répète, les sommes énormes consacrées à l'aide aux entreprises doivent être attribuées suivant d'autres critères.

M. le Président. — Monsieur de Wasseige, voudriez-vous conclure, s'il vous plaît ? Vous avez déjà utilisé le double du temps demandé.

M. de Wasseige. — Le Premier ministre m'a posé une question, monsieur le Président. (*Protestations sur divers bancs.*)

M. le Président. — Soyez honnête envers vos collègues et envers le personnel. Cette manière de travailler n'est pas sérieuse. C'est la deuxième fois aujourd'hui qu'un orateur double le temps de parole qui lui était imparti. Vous auriez dû me dire, au départ, de combien de temps vous aviez besoin et je vous l'aurais accordé. Ainsi, il m'aurait peut-être été possible d'établir un planning.

M. de Wasseige. — Je vous prie de m'excuser, monsieur le Président.

Ces quelques éléments démontrent qu'il existe une autre politique qui serait de nature ...

M. De Bondt. — ... à augmenter le déficit de l'Etat.

M. de Wasseige. — ... non pas à augmenter le déficit mais à relancer d'abord la croissance sans laquelle vous ne pourrez résorber le déficit ni la charge d'intérêt. Il faut agir aussi sur les taux d'intérêt.

Je conclurai à présent mon intervention pour éviter un nouveau rappel à l'ordre.

Il y a peu, monsieur le Premier ministre, vous avez déclaré publiquement que le gouvernement devait faire la preuve de sa réussite dans les six mois.

Vous nous avez donné l'impression d'un gouvernement que j'appellerai TGV : très grande vitesse. Il faut cependant constater aujourd'hui que l'appellation a changé. Il s'agit plus probablement de TVG : tergiversations et vide gouvernemental...

Nous avons eu tout à l'heure une petite altercation, si je puis m'exprimer ainsi, qui explique mes propos.

Le 19 mars, à la Chambre, il a été demandé au Vice-Premier ministre et ministre du Budget quand le budget des Voies et Moyens serait déposé. M. Verhofstadt répond — j'ai sous les yeux le *Compte rendu analytique* de la Chambre — qu'au cours du mois d'avril, le gouvernement prendra un certain nombre de mesures d'assainissement. Une communication à ce sujet sera faite au Parlement. Après débat sur cette communication, les mesures seront incorporées dans le budget de l'Etat qui sera ensuite déposé au Parlement.

A la suite de l'interpellation adressée au Premier ministre — qui était absent, pour des raisons qui le regardent, mais qui ne peut ignorer ce qui a été dit — le Vice-Premier ministre et ministre du Budget répond ...

M. Martens, Premier ministre. — Je suis constamment à la disposition du Parlement, monsieur de Wasseige.

M. de Wasseige. — Je voulais simplement dire que ce n'est pas vous qui avez répondu à l'interpellateur, mais que vous deviez être au courant de ce qui s'est dit.

Le Vice-Premier ministre et ministre du Budget confirme que le déficit de 1987 devra se limiter à 410 milliards ; il ajoute que les décisions nécessaires seront prises le mois prochain, qu'immédiatement après interviendra une communication du gouvernement, suivie d'un débat et qu'ensuite, le budget sera déposé.

Monsieur le Premier ministre, je n'ai rien dit d'autre ce matin, mais vous avez néanmoins répondu assez vertement qu'il vous appartenait de fixer les procédures.

Il faudrait nous dire si ce qui a été affirmé à la Chambre par le Vice-Premier ministre et ministre du Budget est correct ou non. Une fois de plus, nous constatons des lenteurs incroyables dans le chef du gouvernement qui n'a pas encore établi de budget, qui le présentera peut-être au mois de mai, mais qui, en attendant, fait lanterner sa

majorité avec des pouvoirs spéciaux dont il ne précise pas le contenu. Vers la fin avril, sans doute, parlera-t-il des mesures qu'il compte prendre mais sans les chiffrer... Ainsi va-t-il petit à petit attirer sa majorité là où elle n'aurait peut-être pas souhaité aller. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Victor Van Eetvelt.

De heer V. Van Eetvelt. — Mijnheer de Voorzitter, sta mij toe enkele beschouwingen te maken in verband met de wet op de bijzondere machten, bijzondere machten die voor de derde maal sinds 1981 aan het Parlement worden gevraagd.

De bijzondere machten zijn inderdaad niets nieuws in ons parlementair systeem : tussen 1926 en 1983 werden veertien wetten over de bijzondere machten door het Belgisch Parlement aangenomen.

Zowel in de bijzondere Kamer- als Senaatscommissie hebben verschillende sprekers het uitvoerig gehad over de vraag of de bijzondere machten al dan niet grondwettig zijn.

Maar ook reeds tijdens de debatten van 1982 en 1983 over de bijzondere machten werden heel wat juridische discussies gevoerd over het probleem van de grondwettigheid ervan.

Ik meen dat men het er thans vrijwel over eens is, dat zij een rechtsgrond vinden in artikel 78 van de Grondwet.

Gisteren hebben andere sprekers hier reeds lang bij stilgestaan.

Ik wil ook even de bittere en cynische opmerking die staatsminister Robert Henrion op 7 juni 1983 in de Kamer maakte, in herinnering brengen.

De heer Van In. — Zelfs de Raad van State maakt het meeste voorbehoud.

De heer V. Van Eetvelt. — Dit ook, mijnheer Van In, is gisteren naar voren gebracht door oud-minister Chabert.

De heer Robert Henrion zei dus : « Sedert een halve eeuw kan men in onze Kamers het surrealistische spektakel bijwonen van parlementsleden die de bijzondere machten verdedigen wanneer zij in de meerderheid zitten en ze veroordelen wanneer zij in de oppositie zitten. »

De heer Wyninckx. — Ik heb nog nooit bijzondere machten mogen verdedigen. Het betrof toen een kaderwet en geen volmachten. Er was duidelijk in gedefinieerd wat wij er gingen mee doen.

De heer V. Van Eetvelt. — Wij dienen het debat over de bijzondere machten objectief te voeren. Bijna elke politieke partij in deze assemblee moet er zich van bewust zijn dat ook zij bijzondere machten in het verleden heeft onderschreven en dat zij geen vermanende vinger dient op te steken naar de huidige meerderheidspartijen die de bijzondere-machtenwet vandaag steunen.

Te meer ook omdat opnieuw in een aantal controlemiddelen werd voorzien voor de wetgever. Ik citeer ze :

De concrete doelstellingen zullen te vinden zijn in de Rijksmiddelenbegroting van 1986; over ieder besluit en ontwerp zal het advies van de Raad van State worden gevraagd; het amendementsrecht wordt toegekend voor de krachtens de bijzondere machten genomen besluiten.

Maar niettegenstaande deze controlemiddelen, blijft het toch een feit dat de regering aan het Parlement opnieuw vraagt bepaalde bevoegdheden tijdelijk af te staan. De uitgestrektheid van deze bevoegdheden, die vooral op het sociaal-economische en op het budgettaire vlak betrekking hebben, is nog nooit zo groot geweest.

Als jong parlements lid komt het mij wel onbehaaglijk over reeds van in het begin geconfronteerd te worden met deze bevoegdheids-overdrachten.

De vraag is echter of de voorwaarden voor het annemen van een bijzondere-machtenwet wel aanwezig zijn.

Ik meen inderdaad dat wij hierop positief moeten antwoorden en zeggen dat de budgettaire noodtoestand de enige rechtvaardiging is voor het vragen van bijzondere machten aan het Parlement.

De heer Wyninckx. — De regering heeft al twee keer volmachten gehad om die bijzondere noodtoestand op te lossen.

De heer V. Van Eetvelt. — Tijdens de bijzondere Senaatscommissie werden door de minister van Begroting verpletterende cijfers meegedeeld.

De heer Wyninckx. — Die cijfers werden intussen alweer aangepast.

De heer V. Van Eetvelt. — Het netto te financieren saldo, dat in 1970 nog 24 miljard bedroeg, liep in 1985 op tot 553,7 miljard.

De rijksschuld evolueerde van 621 miljard in 1970 tot 4 999 miljard in 1985.

De geordonnanceerde intresten op de rijksschuld bedroegen in 1970 13,8 miljard en in 1985 430,8 miljard of 9,1 pct. van het bruto nationaal produkt en met de overige interestlasten komen wij zelfs boven de 500 miljard.

De kern van het probleem is echter de explosie van de rentelasten. Overduidelijk blijkt welke nefaste invloed het sneeuwbal effect van de rentelasten heeft op de lopende uitgaven.

Zonder deze rentelasten zou de stabilisatie van het uitgavenpeil, dank zij het saneringsbeleid van de jongste jaren, reeds grotendeels een feit zijn.

Door de regering werd vorige week meegedeeld dat het begrotingstekort is opgelopen tot 624 miljard.

De heer A. Geens. — Dat is zeker de schuld van de oppositie !

De heer V. Van Eetvelt. — In 1986 en 1987 zal globaal 214 miljard netto moeten worden bespaard om het begrotingstekort op het einde van deze termijn terug te dringen tot 8 pct. van het bruto nationaal produkt of tot 410 miljard.

Voor de regering, die zwaar wil bezuinigen, wordt het een moeilijke opdracht, en terecht moeten wij de vraag stellen hoe een dergelijk drastisch ingrijpen anders kan en of ons huidige parlementair systeem daartoe in staat is.

Wij stellen bovendien vast dat de voorbije jaren de besparingen essentieel zijn terechtgekomen op de investeringen en in mindere mate op de overheidsconsumptie en de overdracht aan particulieren.

In een recente studie van Cepass wordt — naar mijn mening terecht — de vraag gesteld of de investeringsuitgaven de zwaarste last van de saneringsinspanningen moeten blijven torsen; het multiplicator-effect van economisch verantwoorde investeringen is groter dan dat van allerhande transfers.

Er zal derhalve op de overheidsconsumptie en de overdracht aan particulieren moeten worden bespaard en geen enkel ministerieel departement zal kunnen ontsnappen aan deze besparingsinspanningen.

Er zal inderdaad — zoals een bepaalde krant schreef — moeten worden gesaneerd in de diepte.

De heer Wyninckx. — De put is reeds gegraven.

De heer V. Van Eetvelt. — Wie zegt saneren in de diepte, spreekt van hervormen en rationaliseren van bestaande structuren als de sociale zekerheid — zonder aan de basisprincipes te raken —, de nationale sectoren, de subsidies aan de vervoersparastatalen, de gezondheidszorgen, het hele onderwijssysteem enzovoorts.

Wij zullen dus moeten leren leven met minder staatssteun, wat op zichzelf reeds een mentaliteitsverandering vergt zowel van de overheid als van de burger !

Mijnheer de Voorzitter, ik heb lang gearzeld en mij afgevraagd of het wel opportuun was juist deze materie te behandelen, wanneer men voor de eerste maal deze tribune bestijgt.

Ik heb echter als lid van de bijzondere Senaatscommissie de debatten aandachtig beluisterd. Er werd veel gesproken over de technische aspecten van het ontwerp en over de opportuniteit van de bijzondere machten maar ik heb de oppositie nooit een alternatief beleid horen voorstellen, waardoor het zelfvoedend karakter van de uitgaven zou worden doorbroken.

De heer Wyninckx. — Er werd ons ook nooit een alternatief gevraagd.

De heer V. Van Eetvelt. — Daarom wens ik de regering aan te moedigen en, zoals collega Chabert, aan de Eerste minister te vragen snel te handelen. Nu of nooit meer, dient hij de saneringsoperatie tot een goed einde te brengen. De tijd dringt, handel snel maar met de bekommerning voor ogen dat de minst-gegoeden gespaard moeten blijven. Het klinkt misschien eigenaardig dit te horen uit de mond van een jong parlements lid, maar dit land en zijn burgers liggen niet wakker over het feit of er koninklijke besluiten, wetten of bijzondere machten

tot stand komen; wel zijn de burgers van dit land bekommerd om hun koopkracht, om het behoud of het verwerven van een job, om hun vervangingsinkomens. Uit een enquête is gebleken dat bij de jongste nationale verkiezingen in Frankrijk waar geen stemplicht bestaat, 75 pct. van de ondervraagden verklaarden hun stem te hebben uitgebracht, omdat zij bekommerd zijn om de tewerkstelling en uit de crisis willen geraken.

De jeugd van dit land vraagt verlost te worden van de enorme schuldenlasten, die zij niet gevraagd heeft en die haar nog vele decennia zullen hypothekeren wanneer nu niet fundamenteel wordt ingegrepen.

Mijnheer de Eerste minister, u hebt sedert 1981 een consequent beleid gevolgd en prioriteiten gelegd, waardoor onder meer de concurrentiekracht van onze ondernemingen werd hersteld, de munt werd gestabiliseerd, aan de werkloosheid een halt werd toegeroepen en zelfs nieuwe banen werden gecreëerd.

Nu zijn echter de voorwaarden in zekere zin aanwezig om de dramatische ontsporing van de openbare financiën terug te dringen tot 7 pct. van het BNP en de werkloosheid verder in te dijken.

De verlaging van de intresten die op de voorgrond treedt, de dalende olieprijs en de dalende dollarkoers, die voor ons land een welvaarts-toename van 100 miljard zullen betekenen, alsmede de tot stilstand gebrachte inflatie, betekenen voor de bedrijven en de gezinnen een gevoelige verhoging van de koopkracht en voor de regering een steun in de rug.

In deze verbeterde nationale en internationale economische context zullen de budgettaire saneringen, wanneer zij op een rechtvaardige wijze gebeuren, bij onze burgers wellicht een tikkeltje minder zwaar aankomen. Deze budgettaire sanering zal echter maar slagen wanneer — en dit mag toch eens worden onderstreept — zij gepaard gaat met een hervorming van de begrotingsprocedure, wat onder meer het gebruik van begrotingsenveloppes zal inhouden, zodat verrassingen voor de toekomst zullen zijn uitgesloten.

Mijnheer de Eerste minister, wees ervan overtuigd dat een meerderheid van de bevolking in dit land uw herstelbeleid steunt.

Tijdens de verkiezingscampagne van vorig jaar hebt u aan het hoofd van de christen-democraten — in tegenstelling met wat sommigen beweren — de kiezers de waarheid gezegd door te stellen dat hetzelfde herstelbeleid diende te worden voortgezet en dat de eerstkomende jaren geen geschenken te verwachten waren.

De heer De Seranno. — Zeer juist.

De heer Van Ooteghem. — Omdat driekwart van de tunnel was afgelegd!

De heer De Seranno. — Sommigen willen het licht niet zien.

De heer V. Van Eetvelt. — Wanneer het doel, namelijk de overheidsfinanciën weer gezond te maken, zal gerealiseerd zijn, zal de regering op geen applaus moeten rekenen omdat de besparingen iedereen pijn zullen hebben gedaan.

Maar, mijnheer de Eerste minister, de regering zal in ons land een nieuwe economische toestand hebben gecreëerd, met een gezonde structuur, zoals wij die kenden na de tweede wereldoorlog tot het begin van de jaren 70 en waar arbeid opnieuw zal beloofd worden en met een jeugd die opnieuw hoop zal hebben. Daarvoor zal het land u en uw regering dankbaar zijn. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhoute.

M. Vandenhoute. — Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'attention que j'ai examiné le projet de loi sur les pouvoirs spéciaux dont nous débattons aujourd'hui et que j'ai réfléchi aux solutions préconisées pour sortir le pays du marasme économique et de l'impasse budgétaire.

Avant de vous livrer le contenu de mes réflexions sur ces matières difficiles, je voudrais rendre hommage au travail et à la persévérance du gouvernement dans la recherche de solutions à des problèmes dont nous ne pouvons nier le caractère gigantesque et qui prolongent leurs ramifications dans tous les secteurs.

Quelles que soient les difficultés à surmonter et les obstacles nouveaux qui peuvent surgir, nous ne pouvons oublier le courage et la détermination qui animaient déjà le gouvernement précédent qui, sans pour autant parvenir à restaurer une situation saine sur le plan financier, a pu endiguer l'hémorragie.

Cela, une grande majorité de nos concitoyens l'ont compris puisque, à la suite du vote d'octobre 1985, la majorité gouvernementale a vu sa crédibilité confirmée et renforcée.

Nul d'entre nous n'ignore cependant que l'action entreprise doit être continuée avec plus de rigueur que jamais pour aboutir à des solutions positives, dans les domaines économique et financier particulièrement.

Nous ne pouvons nous cacher que, malgré les efforts entrepris, malgré les sacrifices consentis depuis quatre ans, les chiffres de l'endettement de l'Etat et la situation de l'ensemble de nos finances publiques restent particulièrement préoccupants.

Aux grands maux, on dit généralement qu'il faut appliquer les grands remèdes. C'est en me référant à ce dicton, qui a souvent fait ses preuves en matière d'efficacité, que j'aborderai, brièvement d'ailleurs, le principe même des pouvoirs spéciaux.

Si je comprends les scrupules de nombre de mes collègues à déléguer au gouvernement des compétences qui, pour des raisons de garanties démocratiques, appartiennent au Parlement en vertu de la Constitution, je suis loin de m'opposer à cette nouvelle période de pouvoirs spéciaux.

Je rappellerai d'abord que cette délégation n'est pas contraire au texte constitutionnel, même si elle n'y est pas expressément prévue.

Sur le plan de l'urgence des mesures à prendre, je pense que, dans le contexte institutionnel qui est le nôtre, le fonctionnement des travaux parlementaires ne permet pas d'atteindre la rapidité et l'efficacité nécessaires en l'espace.

Sur l'ensemble du projet de loi sur les pouvoirs spéciaux, je me rallie entièrement aux réflexions et considérations énoncées par Mme Delruelle, chef du groupe PRL du Sénat, ainsi que par M. le ministre d'Etat Robert Henrion, au cours de leurs excellents exposés.

Pour ma part, je voudrais, au-delà des mesures et dispositions concrètes sur lesquelles nous allons avoir à nous prononcer, lancer des cris d'alarme et exprimer des souhaits sur l'orientation que les travaux du gouvernement devraient prendre dans le cadre de ces pouvoirs spéciaux.

Comme je l'ai dit en commençant cet exposé, « aux grands maux, les grands remèdes! ». Sur certains points, la situation est devenue tellement catastrophique qu'il faut avoir la volonté et le courage de soigner le mal par ses racines plutôt que de le camoufler par des emplâtres et des analogiques.

Nous ne pouvons oublier qu'en 1984, les dépenses des pouvoirs publics avaient atteint 59 p.c. du PNB. A lui seul, le pouvoir central avait dépensé 2.000 milliards et enregistré un déficit correspondant à 11,2 p.c. du PNB.

Les chiffres des finances publiques et de la fiscalité sont de plus en plus vertigineux et je sais que, plus que jamais, ils sont étroitement liés dans un cercle vicieux.

Comment diminuer la fiscalité quand l'Etat a une dette cumulée de quelque 5 000 milliards de francs? Comment redynamiser l'économie et stimuler la croissance du PNB, quand la pression fiscale est telle qu'elle décourage l'initiative et laisse un revenu disponible insuffisant pour relancer la demande de consommation ou l'offre d'investissement?

Pour sortir de ce cercle vicieux, pour ramener effectivement le solde net à financer du Trésor à 8 p.c. du PNB en 1987, j'espère, monsieur le Premier ministre, que le gouvernement s'attachera particulièrement à ramener les dépenses publiques à un niveau équilibré par rapport aux recettes.

J'ai pris bonne note de la déclaration gouvernementale s'engageant à ne plus augmenter la pression fiscale. Je prends bonne note de l'objectif des pouvoirs spéciaux d'assainir les finances publiques en respectant cette volonté d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor.

J'ajouterai même qu'il faudrait aller plus loin et diminuer dès maintenant la fiscalité car une fiscalité excessive tue progressivement l'assiette même de l'impôt ou incite à l'expatriation vers des univers fiscaux plus cléments.

Si, dans l'immédiat, une part des recettes du Trésor s'en trouverait affectées, cette diminution ménagerait pour l'avenir des perspectives nouvelles : une remotivation des cadres et des entreprises, de nouveaux incitants à l'investissement, un élargissement de l'assiette des impôts... Le Trésor en bénéficierait, par voie de conséquence, dans des conditions certainement plus saines et plus positives pour l'avenir que celles que nous connaissons actuellement.

Mais je crois que la priorité absolue doit être donnée à la diminution des dépenses car, pour revenir à une situation équilibrée, l'Etat doit cesser, une fois pour toutes, de vivre au-dessus de ses moyens.

Il faut ramener le budget de l'Etat à l'image de celui du « bon père de famille » qui ne peut dépenser plus, ni engager plus de dépenses que ce qu'il peut raisonnablement escompter percevoir comme revenus.

Or, depuis la seconde guerre mondiale, les techniques d'évaluation, d'établissement et d'exécution du budget de l'Etat se sont progressivement écartées de la gestion du « bon père de famille ».

Outre la croissance énorme des dépenses, nonobstant souvent les prévisions réalistes sur les recettes, des procédés que les analystes les plus sérieux n'hésitent pas à qualifier de « techniques de camouflage » se sont développés : débudgétisation, attribution de recettes ou reports de paiements, diverses techniques qui donnent le plus souvent un sentiment de confort éloigné de la réalité.

Il faut revenir à des solutions concrètes et réalistes qui ramènent le budget de l'Etat belge à un véritable équilibre. L'équilibre entre les dépenses et les recettes doit cesser d'être une fiction.

Je songe donc à une série de domaines dans lesquels des économies importantes doivent encore être réalisées : la sécurité sociale, le chômage et la fonction publique.

J'ai pris connaissance avec satisfaction de la volonté du gouvernement de prendre des mesures dans le domaine de la sécurité sociale. J'ai relevé le terme de « sauvegarde des régimes de la sécurité sociale » et je tiens à faire remarquer que, dans l'option de préserver les prestations sociales indispensables et minimales, il ne faut pas craindre de prendre de sérieuses mesures d'économie.

Je sais qu'un travail important a été accompli au cours de la précédente législature pour assainir notre système de sécurité sociale, mais je crois que nous sommes encore nettement en-deçà de ce que la situation catastrophique des finances publiques requiert.

Le dernier discours de M. Dehaene, ministre des Affaires sociales, prononcé le jeudi 20 mars 1986 à Asse, me conforte dans cette réflexion.

Il dit entre autres : « Certes, la subvention de l'Etat a diminué ces dernières années, mais, en chiffres absolus, elle reste élevée : 357 milliards, soit 20 p.c. des dépenses de l'Etat en 1985. » Des économies devront donc être réalisées encore dans ce domaine.

M. Pataer. — Lesquelles ?

M. Vandenhoute. — J'y viens.

En effet, non seulement les transferts de revenus au système de la sécurité sociale, exprimés à prix constants, avaient presque quadruplé de 1970 à 1984, mais encore, leur part dans le total des dépenses de l'Etat est passée de 10,7 p.c. en 1970, à près de 20 p.c. actuellement.

Les comparaisons européennes soulignent suffisamment que notre système de sécurité sociale est parmi les plus larges et les plus laxistes de la CEE. Triste record qui ne signifie même plus que nous soyons les champions de la véritable solidarité sociale, ce dont nous pourrions être fiers.

Non seulement, il faudrait, dans l'immédiat, renforcer les contrôles pour pourchasser les abus, mais je pense qu'il faut surtout aller plus loin et revoir la structure même du système. En effet, quand un système, tel que celui que nous connaissons actuellement, requiert une multiplication des contrôles pour fonctionner convenablement, c'est généralement parce que le système en lui-même n'est plus bon ou plus adapté. Autant notre système de sécurité sociale est devenu d'une complexité affolante, autant cette complexité et ce manque de cohérence sont devenus sources d'erreurs et d'abus.

Il faut songer, désormais, à lier les dépenses sociales — et je réponds à votre question — aux véritables besoins des assurés sociaux, c'est-à-dire au pouvoir d'achat des ménages. C'est ainsi, seulement, que nous retrouverons un système équitable. Celui-ci cessera d'être un amalgame de droits acquis, pour redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire un véritable moyen de solidarité dans les situations où les assurés sont les plus démunis. Il en va de même du système particulier du chômage. Nous devons cesser de nous leurrer par des solutions artificielles.

Il faut néanmoins rappeler l'action du précédent gouvernement qui, s'il n'a pu effectivement diminuer fortement les chiffres du chômage, a pu en arrêter la croissance, quoi qu'on en dise.

Vous avez, d'ailleurs, monsieur le Premier ministre, lors des débats à la Chambre le 19 février dernier, relevé une amélioration de l'emploi dans le secteur privé. Nous n'en sortirons cependant qu'en apportant des corrections au système.

Je n'ignore pas qu'à côté d'un important chômage conjoncturel, nous connaissons un chômage structurel et que nous sommes mal outillés pour apporter des solutions adéquates et concomitantes à ces deux problèmes.

Mais je crois qu'il faut, par priorité, procéder à deux types de révisions fondamentales.

Il faut revoir le système du chômage en fonction du revenu réel des familles ou des ménages. Comme les autres matières d'assurances sociales, le chômage doit redevenir un système de solidarité et non un distributeur automatique de revenus.

Il faut considérer le revenu réel disponible des ménages, leur pouvoir d'achat et leur possibilité de mener une vie décente, comme critères d'attribution des allocations de chômage, et non pas continuer à distribuer ces allocations en fonction de critères qui ne tiennent pas toujours compte des réalités.

Il faut aussi prendre en considération certains paradoxes, comme le fait que des indépendants qui ont travaillé une bonne partie de leur vie et ont fait faillite ou ont dû cesser leurs affaires, n'ont même pas droit au chômage, alors que d'autres, qui n'ont encore jamais travaillé, y ont accès après une période d'attente.

Il faut trouver des solutions créatrices et génératrices d'emplois qui soient de véritables solutions, parce qu'elles œuvrent à long terme. Il faut cesser de faire travailler notre imagination vers des mises au travail souvent artificielles qui ne débouchent sur aucun avenir.

Je sais qu'une mise au travail temporaire peut constituer une expérience professionnelle à valoriser lors d'un engagement ultérieur. Je sais aussi qu'une mise au travail pour une durée limitée vaut mieux, pour la santé physique et morale, que de longues journées d'inactivité dans un sentiment d'inutilité. Mais toutes les formules créées à cet effet ne sont cependant que des « emplâtres » qui coûtent toujours au système pour n'apporter que peu d'avenir aux personnes concernées. Soigner le mal par ses racines, c'est prendre enfin en considération que l'emploi ne se génère lui-même que par la rentabilité qu'il contribue à créer.

Dans un autre domaine encore, qui touche aussi aux dépenses considérables de l'Etat, nous devons nous demander si, dans un aussi petit pays que le nôtre près d'un tiers de la population active doit être employé dans la fonction publique.

Je crois qu'il faut considérer, pour reprendre le problème à la base, le rapport coût-efficacité. Ce rapport, fréquemment utilisé dans le secteur privé, éclairerait, je pense, de nombreuses situations.

Puisque j'ai évoqué précédemment le problème du chômage et que je connais sa gravité, croyez bien que je ne proposerai pas des solutions excessives et pratiquement irréalisables, tels que les licenciements.

Il me semble cependant que les questions relatives à l'efficacité et à l'efficience comme, par exemple, le service public répond-il aux besoins réels et aux souhaits de la collectivité et ne peut-il fonctionner d'une manière économiquement plus justifiée, devraient être posées.

Des mesures aussi nombreuses qu'adaptées aux situations devront certainement être prises, notamment, bien sûr, le non-remplacement des fonctionnaires mis à la pension. Mais dans les cas particuliers où des recrutements devraient avoir lieu, il faut, je pense, comme de nombreuses administrations internationales l'ont déjà fait, adapter les critères de sélection à l'efficacité requise dans la fonction.

Une administration pléthorique coûte cher et est bien souvent lourde et lente quant aux résultats produits. Permettez-moi de recourir à une comparaison quelque peu prosaïque pour rappeler que lorsqu'on charge cinq ou dix personnes de balayer un mètre carré, elles mettent plus de temps à se répartir le travail qu'à l'effectuer !

La quantité de personnes employées dans la fonction publique n'est certainement pas proportionnelle aux services publics rendus à la collectivité. Or, c'est cela même qui devrait être la raison d'être des services publics.

Il faut aussi trouver une organisation du travail dans la fonction publique qui soit plus stimulante et qui incite à plus de dynamisme. Le secteur privé a développé un système d'incitants pour ses employés; il peut être bon de s'inspirer de certains d'entre eux.

Si nous pouvons réaliser les économies que je viens d'évoquer, il en restera d'autres, bien sûr, dans d'autres domaines. Mais une bonne partie du chemin vers un véritable assainissement des dépenses aura été parcouru.

Je ne doute pas, comme je l'ai dit au début de mon exposé, de la détermination du gouvernement et, en particulier, de la clairvoyance que vous avez, monsieur le Premier ministre, dans les matières budgétaires. Mais je voudrais encore attirer l'attention des membres de cette assemblée sur la nécessité d'un assainissement budgétaire plus rigoureux afin de prévenir de véritables catastrophes.

Notre situation financière n'est pas encore celle du Mexique ou du Brésil, mais nous ne pouvons prendre le risque d'arriver à leur niveau d'endettement. Il faut non seulement freiner la spirale de l'endettement, mais aussi s'en extraire.

Je sais qu'il sera toujours aisé aux démagogues de critiquer les mesures difficiles qu'il faudra prendre, tout comme une certaine opposition critique déjà la manière dont elles devront être prises.

Il est évidemment plus facile d'être un faiseur de mirages — qui ne fera cependant pas de miracles — que de prendre une attitude responsable vis-à-vis des générations futures, en sortant du cercle vicieux de l'endettement, avec les sacrifices que cela entraîne.

En votant pour le projet de loi sur les pouvoirs spéciaux, c'est ma confiance dans une prise en charge réelle de l'assainissement des finances publiques que je donnerai au gouvernement.

J'ose croire, monsieur le Premier ministre, que vous aurez le courage et l'intelligence de soigner le mal par ses racines, au lieu de le dissimuler par des artifices.

La tâche qui vous attend, il est vrai, est énorme et difficile. Je vous souhaite bon courage et bonne route. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, zoals mijn fractievoorzitter heeft beloofd, zal ik pogen de gevraagde spreektijd niet volledig te gebruiken. De benadering van de problemen is mij enigszins vergemakkelijkt door de uiteenzettingen van voorgaande sprekers.

Allereerst voel ik mij verplicht even stil te staan bij uitspraken van mevrouw Herman. Zij heeft een poging gedaan om het begrip democratie te omschrijven. Zij heeft gezegd dat er moest worden gekozen tussen twee mogelijke definities: ten eerste, het betrekken van een zo groot mogelijk aantal mensen bij het beleid en, ten tweede, de zorg om de menselijke waardigheid en de menselijke vrijheid zo optimaal mogelijk te verzekeren.

Wij hebben daar niet de minste moeite mee. Ik denk dat het ene én het andere gelden bij de benadering van het begrip democratie, dat de menselijke waardigheid en de menselijke vrijheid moeten worden verzekerd en dat terzelfder tijd zoveel mogelijk mensen bij het beleid moeten worden betrokken.

Behalve onvoorziene omstandigheden — de heer Vandenhoute horend, vrees ik dat zulks het geval zou kunnen zijn — zal het einde van deze legislatuur samenvallen met een niet onaanzienlijke verjaardag: 1789-1989. Tweehonderd jaar sinds de Franse revolutie voor vrijheid, gelijkheid en broederlijkheid. Die tweehonderdste verjaardag zou in principe samenvallen met het einde van deze legislatuur van Eerste minister Martens.

Terwijl de plechtige principes in 1789 werden afgekondigd, heeft het eigenlijk geduurd tot 1919 vooraleer in dit land het algemeen stemrecht werd ingevoerd, vooraleer het volk, waarover mevrouw Herman met zoveel bewogenheid heeft gesproken, stemrecht kreeg.

De heer Martens, Eerste minister. — Dat is niet juist, mijnheer Van In. Het heeft geduurd tot 1948 vooraleer ook de vrouwen stemrecht kregen.

De heer Van In. — Mijnheer de Eerste minister, dat onderscheid durfde ik nog niet maken.

Mevrouw De Pauw is hier niet aanwezig, maar zij zou mij onmiddellijk hebben terechtgewezen.

U hebt gelijk. De predispositie van de man heeft nog geduurd tot een stuk in de jaren 40.

De heer Van Grembergen. — Het heeft zo lang geduurd alvorens de mannen er zeker van waren dat de vrouwen een ziel hadden.

De heer Van In. — In 1919 begonnen de grote principes van de Franse revolutie een schijn van werkelijkheid te krijgen, maar weinig jaren later was men al bezig daar wat van terug te nemen. Wij stellen vast dat men vandaag opnieuw op dezelfde manier handelt.

Men zou de vraag kunnen stellen welke oplossing de Volksunie zou kiezen indien zij deel zou uitmaken van de regering en met een dergelijke catastrofale financiële situatie zou worden geconfronteerd. Zou zij ook niet geneigd zijn om zich positief uit te spreken ten aanzien van het toekennen van bijzondere machten?

Ik sluit dat niet uit, maar ik moet daar onmiddellijk aan toevoegen — daarbij refererend aan bepaalde perioden in de geschiedenis van ons land — dat wanneer een regering teruggrijpt naar bijzondere machten zij over een ruime en onbetwiste meerderheid moet beschikken. Het voorbeeld van Frankrijk is toch sprekend.

De heer Wyninckx zal mij niet tegenspreken, als ik zeg dat het toch tot nadenken stemt dat een socialistische president — reeds van bij de aanvang van de *cohabitation* ermede instemt de nieuwe regering de middelen te verstrekken om een kieswet, die zeer recent werd ingevoerd, te wijzigen...

De heer Wyninckx. — Daar zal geen meerderheid voor worden gevonden.

De heer Van In. — ... te meer omdat de regering welke die *cohabitation* moet verzekeren slechts een nipte meerderheid heeft in de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De heer Egelmeers. — Het is nog niet zo ver.

De heer Van In. — De Eerste minister, die, naar ik vaststel, mijn stelling beaamt, ondergraaft aldus zijn eigen standpunt.

Ik ben de mening toegedaan dat het vragen van bijzondere machten in uitzonderlijke omstandigheden volkomen kan worden verdedigd met dien verstande dat de regering over een buitengewone meerderheid zou beschikken. Dit is nu, dames en heren van de CVP-PSC en van de PVV-PRL, echter niet het geval. Ik moet toch geen tekeningetje maken om de onhaaglijke situatie te verduidelijken die gerezen is in de Waalse Gewestraad en in de Franse Gemeenschapsraad.

Naast deze vaststellingen moet het mij ook van het hart — ik richt mij hier ook tot degenen die hier niet aanwezig zijn maar die dit hopelijk wel eens zullen lezen — dat het voortdurend verwijzen naar een grondwettelijk motief om de bijzondere machten te rechtvaardigen, mij enigszins ergert.

Ik heb beloofd zeer kort te gaan, mijnheer de Voorzitter. Ik zal mij dan ook beperken tot een samenvatting van de redenering die ik had ontwikkeld. Als u zich echter eens de moeite zou getroosten de artikelen 71 en volgende van de Grondwet aandachtig te lezen, zal u vaststellen dat artikel 78, dat nu als kapstok dient om de bijzondere machten te rechtvaardigen, feitelijk precies het tegenovergestelde inhoudt van wat men ons wil doen geloven. De specifieke bevoegdheden van het staatshoofd worden in de Grondwet limitatief opgesomd. Artikel 78 valt in deze opsomming en ik betreur de halsstarrigheid, een betere zaak waardig, waarmee men poogt ons iets anders voor te houden.

Trouwens, mijnheer de Voorzitter, er is eigenlijk veel meer. Einde 1981, begin 1982 werden we geconfronteerd met een diepgaand debat tussen dezelfde meerderheid en dezelfde oppositie over de grondwettelijke zin, de mogelijkheid van het bestaan van bijzondere machten of volmachten. Toen — dat mogen wij niet vergeten — was het Parlement grondwetgevend. Toen lag het klaarblijkelijk al in de bedoeling van de regering op dezelfde manier de beleidsvoering aan te pakken, indien het publiek haar opdracht zou verlengen.

Bij een zo grondige discussie en een zo grondig verschil van mening over het al dan niet grondwettig zijn van bijzondere machten, was het de plicht van een « goede » Eerste minister ervoor te zorgen in een te hervormen grondwet een legale en grondwettelijk verantwoorde basis voor het uitschrijven van bijzondere machten te vinden.

Ten eerste, had men er niet de minste interesse voor. Ten tweede, zelfs mochten enkelen in de voorgaande regering interesse hebben gehad, stel ik vast dat een misverstand of een geschil tussen ministers voldoende was om het staatsbelang opzij te schuiven. De kleine belangen van deze kleine mensen — zoals gisteren onze woordvoerder de heer Van Grembergen zo welsprekend heeft vooropgesteld — waren prioritair ten opzichte van het staatsbelang.

Mijnheer de Eerste minister, uw regering verkeert sinds mei 1985 in moeilijkheden. Ze is « een onderneming in moeilijkheden ». U heeft het geluk gehad dat na de stembusuitslag van oktober een nieuwe meerderheid is tot stand gekomen.

Maar zulks heeft uw moeilijkheden niet opgelost. Wij zijn nu einde maart 1986. Tien maanden al na het moment dat deze moeilijkheden werden gereveleerd, is men op de hoogte van de zware budgettaire, fiscale gevolgen die een stilstand in het beleid van de regering veroorzaken. Niettemin is men blijven stilstaan.

Ik meen dat het uitschrijven van verkiezingen in oktober van vorig jaar geen voldoende reden is om deze stilstand te rechtvaardigen. Ik had trouwens graag gehad dat ministers Dehaene, Nothomb, Gol en Hansenne, om van minister Maystadt niet te spreken, aanwezig waren om te weten hoe zij reageren op een uiteenzetting zoals die van de

heer Vandenhaute, die sprak over het aanpakken van de sociale zekerheid of, met andere woorden, over het aanpakken van de financiële problemen in dit land.

Deze « carentie » is het grootste verwijt dat men de huidige regering kan maken. Zij is — ik heb het gisteren in de commissie voor de Financiën gezegd toen wij spraken over het toekennen van nieuwe voorlopige kredieten — van die aard dat het geloof in de regering aangetast wordt, en op die manier opnieuw óók, in de gezondmaking van de openbare financiën.

Mijnheer de Eerste minister, u hebt trouwens een vervalddag bepaald : einde juni van dit jaar, dus vóór 1 juli 1986 moet er klaarheid worden geschapen. Op basis van de gegevens waarover wij beschikken vragen wij ons af op welke manier men ertoe in staat zal zijn, zelfs maar een tipje van de sluier op te lichten en hoe zal worden aangetoond op welke manier men de rijksfinanciën zelfs na verloop van tijd opnieuw gezond zal maken.

Gisteren heeft uw minister van Financiën met evenveel woorden verklaard dat het zeker nog tot een stuk in mei zal duren alvorens men ertoe in staat zal zijn, de algemene toelichting bij de begroting 1986 te schrijven, er rekening mee houdende dat deze algemene toelichting wellicht ook zal gelden voor de begroting van 1987.

Is dat allemaal nieuw ? Het spijt mij dat de heer De Bondt niet meer aanwezig is, want ik zou graag een tekst willen voorlezen die nogal voor zichzelf spreekt ten aanzien van de situatie waarin wij ons op het ogenblik bevinden.

Deze tekst luidt eerst in verband met de wetgevende functie van het Parlement : « De besluitvorming gebeurt zo grondig en zo vol publiciteit buiten het Parlement door belanghebbende bevolkingsgeledingen, optredend in functioneel gedecentraliseerde diensten, dat het Parlement alleen nog heeft te bekrachtigen. » Het tweede onderdeel van de tekst luidt : « Wat de controlefunctie van het Parlement betreft, deze wordt uitgeoefend door talrijke in meerdere cenakels opgesplitste administraties. »

Deze tekst is niet nieuw. De onmacht waarvan wij vandaag eens te meer moeten getuigen werd, toen de heer De Bondt staatssecretaris was voor de hervorming van de instellingen in 1977, in dat jaar reeds geformuleerd.

Er is meer, en dit zal de Eerste minister misschien nog meer aanspreken omdat het werd geschreven door personen uit het Gentse. In Gent, maar ook elders, is actief de « Vlaamse juristenvereniging » — wellicht is de Eerste minister lid van die vereniging — die op de vooravond van de verkiezingen van vorig jaar onder meer het volgende heeft gezegd in verband met « het terugtreden van de wetgever » : « Het terugtreden van de wetgever komt onder meer tot uiting in de praktijk om aan de Koning ruime bevoegdheden te delegeren bij kader-, opdracht- en volmachtwetten. »

Mijnheer Wyninckx, hier is men niet beschaamd om het woord als dusdanig te gebruiken.

De juristenvereniging zegt voorts : « Het gaat erom deze feitelijke en onvermijdelijke ontwikkeling te regulariseren en opnieuw klaarheid te scheppen in de verdeling van de normatieve functie tussen Parlement en Koning. Dit zou kunnen bijdragen tot het herstel van de Kamers in hun eigenlijke opdracht, die van de normering van de algemene politieke aangelegenheden, welke op een ingrijpende wijze de toekomst van de samenleving bepalen. Een middel zou kunnen zijn de delegatie aan de Koning een grondwettelijke grondslag te bieden die heden zeer zwak is en ook betwist wordt, eveneens duidelijk de wezenstrekken en voorwaarden te bepalen van de verscheidene soorten delegatiewetten. »

Mijnheer de Eerste minister, opdat u zich enigszins zou kunnen vermeen, zal ik een paar namen citeren van degenen die hun medewerking hebben verleend aan het tot stand komen van deze tekst. Het zijn onder andere onze vroegere collega Marcel Storme, de oud-voorzitter van het hof van beroep, de heer Van Parijs, de advocaat Van Waeg, de professoren Dillemans en De Vreese.

De heer Martens, Eerste minister. — Ik heb het begrepen : elke delegatie uit de Grondwet schrappen. Daarvoor is echter een tweederde-meerderheid nodig.

De heer Van In. — Ik doe een beroep op de autoriteit van hen die in Vlaanderen op het ogenblik gelden als de meest vooraanstaande tolken van het Vlaamse juristenleven.

Ik besluit met wat voor mij het belangrijkste is. Anderen hebben reeds opgemerkt dat wij ons in een onwenzelijke sfeer bevinden. De Kamer met paasreces zijnde, weten wij dat zelfs het meest eminente amendement niet zal worden aangenomen. De houding van de regering kennende, weten wij dat zelfs de meest overtuigende woorden de meerderheid niet van mening zullen doen veranderen. Wat voor ons, leden van een Vlaams-nationale partij, van het grootste belang is, is te evalueren wat de uitdaging zou kunnen zijn van het toekennen voor de zoveelste keer van bijzondere machten, ten opzichte van de onafwendbare groei van onze natie.

Ik heb tijdens de commissievergadering de Eerste minister plechtig gezegd dat het uitvaardigen van bijzondere-machtenwetten in de context van een unitaire Staat zoals wij die kennen, nadelig is voor onze ontwikkeling naar zelfstandigheid toe. Dit is eigenlijk voor ons, Vlaamse nationalisten, voldoende reden om ons met man en macht te verzetten tegen het toekennen, eens te meer, van bijzondere machten.

Er is natuurlijk veel meer. Ik meen duidelijk te hebben gemaakt dat zelfs de onwenzelijke sfeer, waarin wij nu discussiëren, niet van die aard mag zijn dat ze belet bepaalde fundamentele moeilijkheden of opties aan te raken. Wij hebben een poging gedaan in de commissie, waarvoor velen ons hebben bedankt. Mijnheer de Voorzitter, ik vind het toch spijtig — om een neutraal woord te gebruiken — dat de discussie die wij vandaag voeren en de goede raad die wij de regering proberen te geven, als zaadkorrels tussen de stenen vallen.

Tenslotte herhaal ik dat, wat voor de Vlaamse nationalisten als de grootste uitdaging en arrogantie overkomt, het feit is dat door het toekennen van deze bijzondere machten de regering in staat wordt gesteld de voltooiing van een volwaardige staatsvorming te beletten of zelfs achteruit te schuiven en stelselmatig, daar waar enige autonomie zou kunnen worden ingesteld, precies het tegengestelde te doen.

Op het einde van de vorige legislatuur heeft onze *past president*, de heer Frans Van der Elst, van op deze tribune een plechtige oproep gericht tot de Eerste minister. Hij zal het zich ongetwijfeld herinneren. Waarop de heer Van der Elst alludeerde, weet ik niet. Ik vermoed echter dat hij alludeerde op besprekingen die indertijd werden gevoerd toen de Eerste minister nog voorzitter van zijn partij was en in een bepaalde context toezeggingen heeft gedaan, zijn woord heeft gegeven. Ik stel vast dat hij op het ogenblik, door te handelen zoals hij nu doet, woordbreuk pleegt. Ik voeg er meteen aan toe dat wij wensen dat de regering slaagt in de sanering van de rijksfinanciën en in het bestrijden van de werkloosheid. Wij wensen ook dat jonge mensen eindelijk opnieuw aan de slag kunnen.

Maar wij wensen ook dat het voor ons, Vlamingen, zou gebeuren, ten eerste, op een manier waardoor wij in fierheid en met opgeheven hoofd door de wereld kunnen gaan en, ten tweede, met onze spaarmiddelen, op ons initiatief en onder onze verantwoordelijkheid. Dat alles, Eerste minister, hebt u verloochend. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenhove.

De heer Vandenhove. — Mijnheer de Voorzitter, hiermede zijn we aan de derde en laatste beurt van het lang verhaal van een land waar de bijzondere machten thuis zijn. Het is een aangelegenheid die blijkbaar in de smaak valt van centrum-rechtse bewindslui, aangezien premier Chirac van Frankrijk er ook van droomt.

De heer Martens, Eerste minister. — En Mauroy dan !

De heer Vandenhove. — Nog een laatste marathondebat in dit tweede halfroend en de cirkel zal dan volledig zijn, hoewel uit de bedenkingen van de heer Chabert was af te leiden dat ook de leden van de meerderheid er niet onverdeeld gelukkig mee zijn.

Voor de jaren 1982, 1983, 1984 en 1985 was er, naar aanleiding van de wetten van 2 februari 1982 en 6 juli 1983 nog heel weinig ruimte voor echt parlementair werk. Gedurende ettelijke maanden, of na genoeg de legislatuur rond, stond het Parlement onder voorgedij, deels gelaten aanvaard, deels hardnekkig bevochten.

De speciale-machtentreinen haalden TGV-snelheden, doch enkel snelheden naar de zin van de grote leider en de collega's van de treinbaas met de baard.

De heer Egelmeers, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Eerlang zullen de met paasdoofheid geslagen klokken loskomen om de derde lancering van de bijzondere machten te verkondigen. Het zou wel niemand verwonderen, als de wetteksten ter zake, weliswaar onder embargo, reeds tot in de puntjes drukklaar zijn gemaakt. Mocht

het gaan om een beslissing nopens het al of niet plaatsen van kernraketten, dan ware de drager van het produkt waarschijnlijk reeds in de lucht.

Niemand hoeft zich illusies te maken : geen enkel amendement komt door de mazen van het vangnet. De amendementen ingediend door de leden van de minderheidsfracties zullen eens te meer van de tafel worden geveegd en wat door de schaarse outsiders van de meerderheid wordt aangebracht, zal braafjes worden teruggenomen. In de Kamer van volksvertegenwoordigers hadden de schaduwboksers van de meerderheid wat meer manoeuvreerruimte dan in de Senaat. De leden van de minderheid ervaren het als bekeken, de persluis hebben voor heel de bedoening geen interesse meer en voor het publiek zijn de teerlingen geworpen. Ik meen zelfs dat het pers en publiek geen barst kan schelen wat hier wordt gezegd of goedgekeurd.

De behandeling van het wetsontwerp tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning in de bijzondere commissie van de Kamer, was aanleiding tot lange en hardnekkige debatten. Geen enkel facet in verband met de grondwettigheid, de noodzaak, de zin en de moraliteit van de aanwending van bijzondere machten werd vermeden.

In de openbare vergadering van de Kamer was alles teruggebracht tot een herkauwen. De heren Van den Brande en Vanhecke, voormalig voorzitter van de CVP-jongeren, draaiden perfect bij en voorzitter Defraigne deelde hoogstens een onthouding met mevrouw Hanquet en de heer Dillen. Op dat ogenblik had iedereen het begrepen. Voor Martens VI hoefde enkel nog de consolidatie vanwege de Senaat.

Even ernstig en druk als in de bijzondere Kamercommissie werd nog maar eens voluit gedebatteerd in de bijzondere commissie van de Senaat. Het invoeren van de miskenning van de artikelen 78, 130 en andere belet niet en zal ook in openbare vergadering niet beletten, dat de regering haar zin krijgt. Het siert evenwel de leden van de commissie dat zij, tegen de externe sfeer van onverschilligheid in, het voorgelegde huiswerk naar behoren overdeden.

Hier komt het regeerakkoord van 24 november 1985 om de hoek kijken met als prioritaire behandeling het sociaal overleg, de sanering van de overheidsfinanciën, de economie en het tewerkstellingsbeleid. Precies om dat alles ongestoord en eenzijdig te kunnen modelleren, heeft de regering die bijzondere machten zo bijzonder nodig.

Wat het sociaal overleg betreft, is er weinig hoop dat daar iets van terecht komt. Op de achtergrond van de besprekingen domineert de inhoud van artikel 1, 1°, waarin duidelijk is gesteld dat, bij ontstentenis van een interprofessioneel akkoord binnen de Nationale Arbeidsraad vóór 31 juli 1986, de regering het zelf zal opknappen.

Hoe zit het dan? De vertegenwoordigers van het patronaat kunnen noch mogen een regering voor het hoofd stoten die hun sinds 1982 geen enkel lief gebaar onthield. Voor de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties ligt het heel anders en blijft het een vergeefs uitkijken naar een frontvorming waaraan een door de meerderheid geconditioneerd partner duidelijk geen boodschap heeft.

Met aanwending van bijzondere machten kan de regering in één slag komaf maken met een vakbondshouding en met een mentaliteit die haar minder dan ooit liggen. In volle komkommertijd zal weer eens worden toegeslagen, de actieve bevolking zal met de rug tegen de muur worden gedrukt, zonder dat er een haan over kraait.

Het regeerakkoord van 24 november 1985 luidt : « Voor de jaren 1987, 1988 en 1989 zal de regering in maart 1986 een overleg met de sociale gesprekspartners organiseren. De regering zal alles in het werk stellen om een interprofessioneel akkoord te bereiken. » Maar dan komt het : « Voor het geval dat dergelijk akkoord niet afgesloten zou zijn vóór einde juli 1986 of niet verenigbaar zou zijn met de vereisten van de competitiviteit van de ondernemingen, zal de regering het Parlement vragen, de Koning toe te laten een wettelijke competitiviteitsnorm vast te leggen en zelf het kader te creëren waarbinnen de vrijheid van onderhandelen van sectoriële bedrijfsakkoorden verzoend kan worden. »

Om de redenen die ik zopas opsomde, wordt getracht het ABVV eenvoudigheidsweg te isoleren. Het is een gedroomde gelegenheid voor een afrekening in regel. Een sensibiliseringsactie is intussen op dreef gekomen. Het ABVV kan niet laten betijen en komt in het geweer. Op dit ogenblik loopt een buitengewoon congres waar de besprekingen deze van de Senaat doorkruisen.

Intussen is de studiedienst van het ACV er als de kippen bij om de door minister Dehaene bereikte resultaten qua besparingen op het vlak van de sociale zekerheid, in de verf te zetten. Einde 1986 wordt een overschot verwacht van om en bij de 15 miljard. Zullen de sociale-uitkeringsgerechtigden in hun rechten worden hersteld? Wordt het wat anders dan een magere inhaalpremie? Is er nog nood aan het overslaan van een indexaanpassing in 1986? Wordt het inleveren voor het eerst vervangen door afleveren? Zal de nieuwe armoede door deze maatregelen verbannen worden? Of is het een stunt om de

definitieve doordrukking van de bijzondere machten beter verteerbaar te maken? Er rijzen vragen bij de vleet; op de belangrijkste komt hopelijk een realistisch antwoord.

Van nieuwe armoede gesproken! Op een vraag van collega Valkeniers de dato 6 januari 1986 antwoordde de gemeenschapsminister van Binnenlandse Aangelegenheden dat, enkel en alleen al in het Vlaamse landsgedeelte, het aantal personen dat een beroep doet op het OCMW voor het verkrijgen van een bestaansminimum, toegenomen is van 8 538 eenheden in 1975 tot 38 949 in 1983. Deze toename is nogal betekenisvol en laat veronderstellen dat de lat in 1984 en 1985 nog heel wat hoger zal liggen.

Vice-premier Verhofstadt liet er deze week tijdens een toespraak op de BRT geen twijfel over bestaan dat de sanering van de overheidsfinanciën nog heel wat kopbrekers zou kosten en dat het overheidsstekort op de begroting van 1986, die op het einde van april zou worden ingediend, 624 miljard zal bedragen. Hij voorspelt dat ook in 1987 nog een moeilijke kaap zal moeten worden genomen en pas daarna zou *everybody happy* zijn. Zeer spraaklustig verklaarde hij geen verhoging van de sociale bijdragen te zullen dulden. Op de uitgaven mag volgens hem nog wel wat meer worden ingegrepen, niet lineair, maar wel selectief. Voor de rest liet hij verduiveld sterk zijn stokpaardje van de privatisering aanrukken.

De ACV-studiedienst en Vice-premier Verhofstadt zitten dus duidelijk niet op dezelfde golfengete. Zelfs minister Dehaene verklaarde vlakaf dat het een illusie is te denken dat de sociale zekerheid kan ontsnappen aan verdere besparingen. Voor de heer De Staercke is inleveren zonder meer een *must*.

Ook nog een klank uit de richting ABVV. Met het oog op een buitengewoon congres op het getouw, werd nauwkeurig nagerekend wat er met het financieel evenwicht van de sociale zekerheid aan de hand is. Men kwam tot de bevinding dat het evenwicht er slechts gekomen is door een hele reeks uitgesproken asociale ingrepen. Het volume van de sociale inhoudingen werd in de periode 1982-1985 opgetrokken met 120 miljard frank of 28 pct. In dezelfde tijdspanne werden de uitkeringen vermindert met 87 miljard, terwijl de staatssubsidies 12 pct. onder de maat kwamen te liggen.

Voor het ABVV mag het afslankingsproces niet uitmonden in een uitholling van het solidariteits- en het verzekeringsprincipe. Hierbij aansluitend wens ik te herinneren aan een passus uit de jongste regeringsverklaring : « De vrijwaring van het stelsel van de sociale zekerheid is voor de regering een prioritaire doelstelling. » Dit laatste was echter enkel een belijdenis met de lippen, herhaald in de euforie van de Martens VI-geboorte.

Wat de tewerkstelling betreft, kan slechts gewag worden gemaakt van een schuchtere kentering. Voor het verdriet van deze tijd, met name het teloorgaan van arbeidsplaatsen, de neptewerkstelling en de werkloosheid, kan de regering blijkbaar geen adequaat lenigingsmiddel vinden.

Vooral de jongeren krijgen het ervan op de heupen, in het beste geval nepbroekjes toegesmeten te krijgen en in het slechtste geval de werkloosheidsuitkeringen ten dele of geheel te verliezen. Zij nemen het niet de inzet te zijn van negatieve herschikkingen qua wachtlijden, zij aanvaarden geen langere wapendracht als middel tot verwijdering uit de werkloosheidsstatistiek. Werkloze vrouwen, vooral jongere, zijn niet zomaar gestuurd omdat enkele geslachtsgenoten in de regeringsploeg werden opgenomen. De rechthebbenden uit de ziekte- en invaliditeitssector zijn niet te spreken over de hun toegesmeten remgelden, bijkomende hospitalisatiekosten en inleveringen. Het beweegt bij de minder-validen, die net als de weerbare lui op straat komen om openbaar op hun sociale nood te wijzen. De gemeenschappelijke actie van de onderscheiden verenigingen van gehandicapten zal wel niet aan de aandacht van de regeringsleden zijn ontsnapt.

Ik wil niet verder meer uitweiden en beken me tot de ongeduldigen die verlangend uitzien naar kentering, doch niet geloven dat er heil te verwachten is van die derde machts toeëigening.

Ik kant me in woord en houding tegen de toekenning van bijzondere machten, tegen het herhaald buiten spel zetten van het Parlement, tegen de verdere uitholling van het democratisch bestel, kortom, tegen de huidige regering. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Schoeters.

De heer Schoeters. — Mijnheer de Voorzitter, wij weten dat wij bij de algemene bespreking van het wetsontwerp tot toekenning van bijzondere machten in feite voor een onmogelijke opdracht staan. Welke gegronde kritiek wij ook formuleren of welke opbouwende voorstellen wij ook doen, zij zullen steeds als oppositietaal gewoon worden verworpen. Dit mag misschien wel ontmoedigend werken, toch

voelen wij ons als socialisten verplicht, met overtuiging onze opmerkingen te formuleren, ook al weten wij dat de democratie zal zegevieren en dat betekent hier de meerderheid plus één.

Zo kom ik dan tot de bespreking van het wetsontwerp zelf. Dit ontwerp tot toekenning van bijzondere machten is voor niemand een verrassing geweest sedert op 13 oktober 1985 deze regering de vorige opvolgde. Het lag voor de hand dat dezelfde sociaal-economische en politieke doelstellingen zouden worden nagestreefd en dat deze opnieuw met dezelfde antidemocratische volmachten zouden worden verwezenlijkt. De dictatuur van de volmachten heerst opnieuw en deze volmachten zijn minstens even uitgebreid als die van de wet van 2 februari 1982. Onder het voorwendsel het begrotingsevenwicht te verwezenlijken, de belastingen te verminderen, het concurrentievermogen te herstellen, de openbare financiën te saneren, worden tal van maatregelen in het vooruitzicht gesteld die ons in het land van welvaart zouden moeten binnenleiden. Deze maatregelen richten zich toevallig en uitsluitend tegen het geheel van de arbeidersklasse, zowel tegen de actieven als tegen de sociaal gerechtigden, van wie, zoals men zegt, kleine offers van tijdelijke aard gevraagd zouden worden.

Dit wetsontwerp is eenzijdig en gericht op sociale afbraak, in de breedst mogelijke zin van het woord. Volgens de termen zelf van het wetsontwerp is het nochtans de bedoeling tewerkstelling te scheppen. Hier preekt de vos de passie en wij zouden de contradictie tussen termen en bedoelingen willen aanklagen, want de intenties die men zegt te willen nastreven staan lijnrecht in tegenstelling tot de middelen die men daartoe wenst te hanteren.

Dit ontwerp stelt zich duidelijk op tegen het principe van vrije onderhandelingen. Men kan zich afvragen of de regering werkelijk een interprofessioneel akkoord wenst, dan wel of ze de voorkeur geeft aan bedrijfsakkoorden. Bedrijfsakkoorden hebben veel minder impact dan nationale overeenkomsten, ze worden gesloten op meestal corporatistische basis in de nog sterke economische ondernemingen en ze zijn praktisch zonder enige echte inhoud in de zwakkere economische bedrijven, omdat vooral hier bij de werknemers het angstgevoel primeert. Zij vrezen immers de steeds bedreigde arbeidsplaats te verliezen.

De interprofessionele onderhandelingen worden duidelijk vooraf gehypothecerd door het dwingend inschakelen van de handhaving van de competitiviteitsnorm, die zich volgens de Eerste minister uitsluitend op de loonlasten vastpint. De norm is een instrument dat de regering zich toemeet om de verdeling van de groei tussen de inkomens uit arbeid en uit kapitaal te verstrakken.

Door te verbieden, dat de lonen boven een bepaalde drempel zouden stijgen, moedigt de regering de patronale zelfgenoegzaamheid aan, de demotivatie van het patronaat om aan verantwoord management te doen. Tevens — en dit is heden zeer belangrijk — stimuleert zij bij het patronaat geenszins de wil en de bereidheid om werkelijk een interprofessioneel akkoord met de vakbonden te sluiten. De regering staat klaar met de stok achter de deur om het patronaat gepast te depanneren.

Wij wensen eerlijke en waarachtige interprofessionele onderhandelingen, wars van elk opgedrongen keurslijf inzake een eenzijdige inkomenspolitiek voor de werknemers en gesteund op alle sociale aspecten die de arbeiderswereld beroeren. Doorheen gans het syndicale verleden hebben de vakbonden zich volwasen, met verantwoordelijkheidszin en in het kader van de bestaande overlegstructuren constructief, van hun basisopdrachten gekwet.

Collectieve onderhandelingen, meestal uitgewerkt in de daarvoor geëigende nationale paritaire comités, mogen niet worden ondermijnd of gedegradeerd, omdat velen onder ons door ervaring weten, dat daar ernstig werk werd geleverd, dat resultaten door eerlijke compromis worden bereikt, die steeds de arbeidsverhoudingen ten goede zijn gekomen.

Dit alles mag niet verloren gaan, ook niet in deze harde crisisperiode, waarin meer dan ooit bestendige samenspraak en onafgebroken samenwerking noodzakelijk zijn tussen sociale partners, die over hun doctrinaire basisprincipes heen, naar aanvaardbare oplossingen moeten streven.

Het wetsontwerp negeert deze overlegstrategie en devalueert ze tot een karikatuur, waarbij de regering zich opstelt als enige rechter, die zich het alleenrecht op ultieme appreciatie voorbehoudt. En dit vinden wij zwaar fout!

De competitiviteitsnorm op zichzelf, wanneer hij zich uitsluitend op de loonkosten richt — en dit heeft de Eerste minister in de commissie uitdrukkelijk verklaard —, is inderdaad oneerlijk omdat het hier alleen om inkomstenmatiging gaat, loonmatiging zonder meer. De concurrentiepositie is nochtans geen doel op zichzelf. De werkgelegenheid en de koopkracht van de bevolking moeten centraal staan, samen met het industrieel beleid, het energiebeleid, de prijspolitiek, de financiële politiek, de research enzovoort.

Bijgevolg hangt de concurrentiepositie af van vele factoren.

1. De kwalitatieve elementen, onder meer het beheer van de onderneming, de vernieuwingsinitiatieven, het commercieel en het financieel dienstbetoon, het commercieel dynamisme enzovoort. Deze kwalitatieve elementen kunnen moeilijk in cijfers worden gevat.

2. De kwantitatieve elementen, onder meer de vraag naar industriële specialisatie, het peil en de aard van de investeringen, de mobiliteit tussen arbeid en kapitaal, de afhankelijkheid van energiefactoren en grondstoffen, de evolutie van de produktiviteit, de fiscaliteit, de financiële lasten enzovoort.

De SP is van oordeel, dat de momenteel door de regering gehanteerde norm van arbeidskost per tewerkgestelde in het geheel geen beeld geeft van de eigenlijke concurrentiepositie van de Belgische economie. Daarenboven blijkt uit eigen berekeningen van de Commissie competitiviteit, van de Centrale Raad, dat de evolutie van de loonkosten per werknemer in België, gelijklopend is met deze van onze zeven voornaamste concurrenten.

Een regeringsingreep is derhalve niet gegrond op het vlak van de loonmatiging, maar zou ten volle verantwoord zijn, mocht hij gericht zijn op de exportprestaties van de Belgische ondernemingen. Deze zijn inderdaad niet concurrentieel en sedert 1984 verkopen de Belgische uitvoerders niet wat zij zouden kunnen verkopen op de buitenlandse markten. Ze verliezen marktaandeel, niet ingevolge de loonkosten, maar wel om reden van investeringen in soms gebrekkige structuren, productie en uitvoer.

De werknemers hebben integendeel reeds heel wat bijgedragen tot de verbetering van de Belgische concurrentiekracht. De regering moet nu hetzelfde eisen vanwege het patronaat en dat zou, onzes inziens, de leidraad moeten zijn van de stimulering van de interprofessionele onderhandelingen.

Maar ons komt het voor, tot onze spijt en grote ergernis, dat het omgekeerde zich voordoet. De werkgevers worden gekoesterd als « kuise maitresses ».

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Waarom wordt u dan ook geen werkgever?

De heer Schoeters. — Ik ben werkgever, mevrouw.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Dan valt u uzelf aan.

De heer Schoeters. — Ik word echter niet gekoesterd.

De werkgevers worden letterlijk en figuurlijk in de watten gelegd. Zij die het economisch nog goed doen, mogen hun kunsten demonstren in alle vormen van paternalistische willekeur, onder andere door het verstrekken van participaties, winstaanden maaltijdchecks, ondernemingssparen en wat nog allemaal zou kunnen worden uitgedokterd, enerzijds, om corporatisme in de hand te werken onder de werknemers zelf, anderzijds, om de vakbondsinspraak in het bedrijf te ondermijnen. Dat is een onverstandige en op termijn gevaarlijke tactiek, omdat het een tweesnijdend mes is, dat zich bij de eerste gunstige gelegenheid in de andere richting keert.

Het patronaat wordt in dit wetsontwerp op geen enkele manier aangesproken, het wordt tot niets bij volmacht verplicht. Er wordt geen bindende houding opgelegd inzake tewerkstellingsinitiatieven. Er wordt geen beroep gedaan op zijn verantwoordelijkheidszin noch op zijn civisme. De werkgevers worden er niet echt toe aangemaand ernstige inspanningen te leveren om te investeren, wetenschappelijk onderzoek te doen... (mevrouw Panneels protesteert).

Als u de tekst van het wetsontwerp aandachtig leest, zal u vaststellen dat daarvan geen sprake is.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Als u werkgever is, geef dan het goede voorbeeld.

De heer Schoeters. — Ik spreek hier niet namens de werkgevers, mevrouw. Gelukkig maar zou ik zeggen.

Ik herneem mijn zin en raad u aan goed te luisteren en u te bezinnen.

De werkgevers worden er niet echt toe aangemaand ernstige inspanningen te leveren om te investeren, noch om aan wetenschappelijk onderzoek te doen wat kan leiden tot een betere productie, waardoor echte en blijvende tewerkstelling tot stand zou kunnen komen. Ze mogen in feite blijven knoeien, economisch passief en onbekwaam blijven, ook indien ze daardoor op menselijk en vooral op moreel vlak te kort schieten en ook als daardoor arbeidsplaatsen verloren gaan in plaats van gewonnen worden. Het is reeds herhaaldelijk in de statistie-

ken aangetoond, dat de meeste faillissementen en sluitingen van bedrijven niet te wijten zijn aan te hoge loonkosten, maar aan patronaal wanbeheer.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Dat weten wij reeds sedert lang.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

De heer Schoeters. — Sprekend over de werkgevers kunnen wij niet naast de rol kijken van de overheid als grootste werkgever van het land.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Het zijn niet mensen als u die het land bovenop zullen helpen.

De heer Schoeters. — Ook de overheid als werkgever handelt ten opzichte van haar personeel evenmin als de « goede huisvader ». Zij is niet bekommerd en bezorgd om het lot van haar werknemers. Ik zou durven te zeggen dat de overheid onbarmhartig in het rond slaat door verminderde subsidies voor de openbare instellingen, neiging en dreiging tot privatisering, inkrimping van het personeel enzovoorts.

De overheid grijpt lineair in, in de autonomie van de gemeenten, de beperking van de sociale toelagen en andere, en maakt in feite publiek bekend dat zij haar bedrijf opzettelijk ten gronde wil richten en dat ze bijgevolg de verzekering van de collectieve behoeften en diensten aan de bevolking wil overgeven — of overleveren — aan de privé-ondernemingen, met alle gevolgen van dien.

Ik wil op deze materie niet dieper ingaan. De ontmanteling die voor de openbare diensten wordt vooropgesteld door de verkoop van diensten, de inschakeling van privé-kapitaal en het opdringen van beheersprotocollen raken niet enkel aan de essentiële taak maar hebben tevens nefaste gevolgen voor de tewerkstelling, die reeds door de vorige regering ernstig werd verminderd en met nepstatuten in de openbare sector werd bedeed.

Dit brengt ons bij het probleem van de tewerkstelling, dat in het wetsontwerp als een van de fundamentele basisopties wordt beschouwd. Nochtans wijzen de teksten het tegendeel aan omdat, enerzijds, de voorgestelde maatregelen inzake loonmatiging geen tewerkstelling scheppen en eerder arbeiduitstoting zullen zijn, en omdat, anderzijds, geen echt tewerkstellingsbeleid wordt geprofileerd.

Inderdaad, met uitzondering van enkele summiere en bijkomstige aanduidingen ontbreekt in het wetsontwerp een reële en tastbare tewerkstellingsvisie en wordt bijgevolg geen doeltreffende tewerkstellingsstrategie uitgestippeld. Zowel in het regeerakkoord als in de volmachtwet huldigt de regering dezelfde principes als haar voorganger. De werkgelegenheid wordt beschouwd als een afgeleide doelstelling van het economisch beleid.

De voorstellen met betrekking tot de Interprofessionele onderhandelingen en deze tot bestrijding van de jeugdwerkloosheid grijpen niet actief in op de werkgelegenheid. Men voelt duidelijk aan dat de werkgelegenheid een soort alibi is, geen echte doelstelling, omdat ze vanaf de start wordt ingekaderd in het zogenaamd verbeteren van de evenwichten in ons land.

De basisbeginselen waarop de volmachten slaan met betrekking tot de arbeid, handelen uitsluitend over de bevordering van de arbeidsmotivatie, deerschikking van de arbeid, de flexibiliteit, de verbetering van de opleiding, de versoepeling van de arbeidsmarkt, en niet kortdaat over de versteviging en de modernisering van de ondernemingen door investeringen of over aanwervingsverplichtingen in volwaardige jobs.

De regering ziet het werk voor jongeren indirect via verlaging van de arbeidskost en flexibiliteit, dus meer deeltijds werk en een grotere samenhang in de opslorplingsprogramma's, in- en uitgroebanen, loopbaanonderbreking, uitbreiding van het industrieel leercontract, bevordering van tewerkstelling voor jongeren in ontwikkelingsprojecten, beroepsopleiding, bijscholing via de RVA enzovoorts. Het feit dat de regering inzake jongerentewerkstelling over 50 000 eenheden spreekt, toont aan dat er voor de jonge werklozen slechts deeltijds werk is, meestal dan nog in nepstatuten.

Tegelijk wordt, bijvoorbeeld in het onderwijs, drastisch bespaard en dus afgedankt.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Wat u zegt is onjuist.

De heer Schoeters. — Mevrouw, u kan later het woord nemen.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — U moet het verslag lezen.

De heer Schoeters. — Ik heb dat aandachtig gelezen. Ik heb zoveel tucht dat, indien u zou spreken, ik u het woord zou laten, ook indien ik het niet eens mocht zijn met wat u zegt. In de Senaat wordt overigens heel wat gezegd waarmee ik het niet eens ben. Ik poog me te beheersen en niet te onderbreken. Ik poog tucht te hebben en beleefdheid om iemand waarmee ik het niet eens ben, te laten uitspreken.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Ik wil niet onbeleefd zijn, maar u maakt me zenuwachtig.

De heer Schoeters. — Ik kom terug tot mijn tekst.

Tegelijk wordt, bijvoorbeeld in het onderwijs, drastisch bespaard en dus afgedankt. Tewerkstelling voor jonge onderwijskrachten zal waarschijnlijk in twee te snijden zijn via duobanen.

Er is dus inderdaad een deeltijdse toekomst voor jonge mensen, niets meer, niets minder, meestal dan nog tegen lagere lonen, vermits de werkgevers de loonkost voor jonge werknemers als argument voor niet-aanwerving hanteren. Ze argumenteren dat door onervarenheid en gebrek aan praktische kennis jongeren onvoldoende renderen en zodoende de werkgevers ertoe dwingen langdurig in hun opleiding te investeren.

Deze zeer betwistbare theorie wordt klaarblijkelijk door de regering als onomstotelijke waarheid aanvaard, vermits het wetsontwerp opnieuw met extra voordelen daarop inspeelt.

In dit licht wordt opnieuw in volmachten voorzien, die de patronale RSZ-bijdragen gedurende een periode van twee jaar op een gedeelte van het loon vrijstellen. Ook voor de KMO's en de vrije beroepen wordt de vermindering van de loonkost via SZ-bijdragen uitgebreid.

Het tewerkstellingsbeleid in de KMO's wordt nog kunstmatig versterkt door fiscale aftrek en belastingkredieten bij aanwerving, nu zelfs bij aanwerving van werklozen als kuisvrouw of « kuisman ». Algemeen wordt nog extra een vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen verwacht, wanneer in 1986 de concurrentienorm niet zou worden gehaald.

Naast al deze geschenken, die in het wetsontwerp worden gegeven, krijgt de vermindering van de jeugdwerkloosheid met 50 000 eenheden een totaal andere dimensie. Ze wordt in feite gedevalueerd tot een minimumresultaat, gesteld dat nog dat over vier jaar het nagestreefde doel wordt bereikt.

Eén doel wordt in dit verband alleszins bereikt, met name dat de RSZ minder patronale inkomsten krijgt en de jongeren in het beste geval slechts onvolwaardige jobs zullen aangeboden krijgen. Is dit nu ongegronde of te zwarte kritiek? We geloven het niet en we steunen onze overtuiging vooral op het ontbreken van echte maatregelen inzake een efficiënt te voeren tewerkstellingsbeleid.

Men mag in dat verband niet enkel oog hebben voor jonge werklozen, maar het werkloosheidsprobleem moet globaal worden bekeken. Gezins- hoofden, vrouwen, kortom alle werklozen dienen te worden betrokken in een tewerkstellingsbeleid dat gesteund moet zijn op de stelselmatige vermindering van de arbeidsduur, onzes inziens een eerste afdoend en onmisbaar instrument om met kans op succes nieuwe arbeidsplaatsen te scheppen.

Reeds herhaaldelijk heeft de regering haar voornemen bekendgemaakt om de veralgemening van de 38-urige werkweek in overweging te nemen. Ook in de recente regeringsverklaring wordt gezegd dat de wettelijke veralgemening van de 38-urige werkweek aan het sociaal overleg zal worden onderworpen. ABVV en ACV zijn formeel voorstander van deze maatregel, maar het patronaat kant zich categorisch tegen elke veralgemening, hoewel in heel wat sectoren de wekelijkse arbeidsduur lager dan 38 uren is.

Indien de regering haar bezorgdheid over de bevordering van de tewerkstelling ernstig mocht nemen, dan zou ze niet aarzelen dat ook duidelijk en ondubbelzinnig te formuleren in het wetsontwerp. Nu, bij ontbreken van deze visie, komt het tewerkstellingsbeleid ongeloofwaardig en onbetrouwbaar over tot algemene ontgoocheling van de brede rangen van de socialistische en christelijke arbeidersklasse.

We zullen niet nalaten, inzake de wettelijke veralgemening van de 38-urige werkweek, een amendement in te dienen, waarbij wij vanzelfsprekend rekenen op een consequente houding van de geachte collega's van de christelijke arbeidersbeweging.

De heer Egelmeers. — Vergeet het maar!

De heer Schoeters. — Ik had tenslotte nog willen beklemtone, dat het wetsontwerp heel wat ingrepen toelaat op het terrein van de sociale zekerheid. De recente verklaringen van minister Dehaene laten hieromtrent geen twijfel bestaan, zodat nieuwe inleveringen vanwege de sociaal gerechtigden onvermijdelijk zullen zijn.

Dit alles staat dan in scherp contrast met de sentimentele uitspraken van de Eerste minister, die meermaals heeft verklaard dat de bescheiden inkomens, de minder-gegoeden, niet als slachtoffer mogen vallen van het verlies aan koopkracht. Ook collega Van Eetvelt sprak in die zin. Wij zullen trouwens een amendement indienen om de bescherming van de inkomens van de minder-gegoeden in het wetsontwerp in te schrijven.

Daarenboven zijn wij benieuwd of het ACV zijn op dit terrein ingenomen standpunt zal handhaven. Het stelde immers een hard veto tegen nieuwe besparingen in de sociale sector. Het ABVV benadrukte dat het hardnekkig voorstander blijft van een sociale zekerheid die een individueel recht is, terwijl de Staat een stabiele en veilige financiering moet verzekeren. In elk geval menen wij dat nieuwe besparingsmaatregelen ten aanzien van de sociaal gerechtigden niet verantwoord zijn, omdat anders de nu reeds opgedoken nieuwe armoede nog scherper zal worden.

Sociale zekerheid heeft vooral met moraliteit te maken en bijgevolg ook met het zeer menselijke principe « de sterken helpen de zwakken », het magisch begrip solidariteit. Maar wie is in de arbeidersklasse nog tot de financieel « sterken » te rekenen ?

Ik zou willen besluiten, dat het wetsontwerp inzake de bijzondere machten ondemocratisch en eenzijdig gericht is op het hart van de arbeidersklasse. Ik heb in de bijzondere commissie zeer ontroerende en gevoeligeladen speeches gehoord van gezaghebbende collega's, die de inschakeling van volmachten hebben betreurd en ze hebben bestempeld als een blijk van wantrouwen ten aanzien van de Wetgevende Kamers.

Maar daar bleef het bij. Het wetsontwerp werd zonder wijziging van een punt of een komma, meerderheid tegen minderheid, goedgekeurd en alle amendementen werden zonder pardon verworpen. Zou het dan toch zo zijn dat, eens dat men deel uitmaakt van de meerderheid, ook de intelligentie plaats stijgt, terwijl anderzijds, eens dat men behoort tot de minderheid, alle gezond verstand zoek is ?

Ik zegde dat het wetsontwerp eenzijdig gericht is op het hart van de arbeidersklasse en aan dit feit kan niet worden getwijfeld. De volmachten betreffen alle, zonder onderscheid, mogelijke aanslagen op de koopkracht, op de sociale verworvenheden, op de syndicale vrijheden van de werkende klasse. Geen enkel artikel van de volmachtwet legt enige verplichting op, zij het slechts een moreel engagement, aan het patronaat, dat integendeel verder met fiscale cadeaus wordt overladen. Is dit evenwicht ? Is dit christelijke inspiratie ? Is dit liberale motivatie ?

Ik meen dat het wetsontwerp zeer duidelijk als de moderne versie kan worden beschouwd van de struikroversroman « Uw geld of uw leven ! ». Mijnheer de Voorzitter, ik hoop uit de grond van mijn hart dat de arbeidersklasse gemeenschappelijk en krachtadig zal vechten voor haar geld, of wat ervan overblijft, en voor haar leven, voor haar recht op arbeid, voor haar recht op rechtvaardigheid en voor haar recht op menselijke waardigheid. Ik hoop tevens dat zij moge overwinnen. *(Applaus op de socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, depuis des mois, dans l'esprit de tous les Belges, bourdonne le slogan, scandaleusement trompeur, que le gouvernement sortant avait choisi comme thème électoral...

M. Martens, Premier ministre. — Lequel ?

M. Eicher. — Les trois quarts du chemin ont été parcourus... Le bout du tunnel est en vue.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Een heel lange tunnel.

M. Eicher. — Le plus gros de l'effort a été réalisé. « Encore un quart du chemin et la Belgique sera... »

M. Martens, Premier ministre. — C'est ainsi !

M. Eicher. — Qui ne se souvient de la suite ?

Nous avons été abreuvés de chiffres, de statistiques en tout genre dont on sait qu'habilement exploitées — et le gouvernement est passé maître en la matière — elles constituent une extraordinaire forme de tromperie, de duperie.

En vérité, avant les élections, la majorité sortante était fermement convaincue qu'elle ne serait pas reconduite et pourrait laisser ainsi à d'autres le soin de se dépêtrer.

M. Martens, Premier ministre. — Vous en étiez convaincu !

M. Eicher. — En effet, le gouvernement connaissait déjà alors la situation catastrophique des finances publiques, malgré les pénibles traitements infligés aux plus faibles, aux plus démunis et ce, pendant quatre ans.

Par contre, nonobstant la détérioration constante du franc — voyez, entre autres, les soutiens massifs, à intervalles réguliers, de la Banque Nationale — ...

M. Martens, Premier ministre. — Le franc a été réévalué de 2 p.c.

M. Eicher. — ... la bourse exulte, car ils sont nombreux les cadeaux que vous avez offerts à tous vos amis qui fréquentent ces milieux.

Vous étiez tellement persuadés de votre défaite que vous n'avez même pas eu le courage élémentaire d'établir ne fût-ce qu'un embryon de budget pour 1986.

Vous avez été pris à votre propre piège et vous avez été les premiers étonnés de constater que la balle se trouvait toujours dans votre camp. Tellement surpris que, une fois les résultats des élections connus, il suffisait au Premier ministre de reprendre les mêmes et de continuer !

Qu'en a-t-il été ?

Premier ministre en tête, vous tous, sénateurs de la majorité ou candidats aux élections, vous affirmiez solennellement et sans rougir, avoir au plus haut degré le sens de l'Etat et des responsabilités, le sens du devoir et de l'honneur.

Or, pendant de longues semaines, vous avez piétiné pour former ce gouvernement dont nous percevons tous les jours les grincements de dents et nous savons les profondes divergences qui opposent les ministres.

Devant l'électeur, vous aviez affirmé qu'une fois élu vous seriez celui qui « vu la gravité de la situation, prendrait ses responsabilités d'élus de la nation ». Bref, on allait voir ce qu'on allait voir ! Cette assertion a été rappelée plusieurs fois aujourd'hui.

Mais que voyons-nous maintenant ? Nous assistons impuissants, et le peuple avec nous, à un spectacle lamentable !

Nous avons devant nous une majorité, certes, mais une majorité de pure façade, n'ayant pour seul lien que son extrême docilité.

Vous allez pourtant prendre vos responsabilités. Mais lesquelles ? De décider de ne pas les prendre et, en donnant un blanc-seing au gouvernement, de vous laver les mains de ce qui va suivre, comme quelqu'un le fit déjà il y a deux mille ans ; celui-là figure dans l'histoire et l'on parle encore de lui dans les évangiles. Pour qu'il n'y ait pas d'erreur, je précise qu'il s'appelait Ponce Pilate.

Il vous est, dès lors, facile de dire, une fois de plus, à l'électeur que vous n'aviez pas voulu cela.

Bien sûr, pour la forme, vous allez émettre certaines critiques sur le projet qui nous est soumis. Vous direz ce qui ne vous agrée pas, ce qui devrait être changé ; vous affirmerez parfois avec force que ces pouvoirs spéciaux ne sont pas un procédé très équitable, très correct. Certains d'entre vous iront même jusqu'à déclarer que dorénavant ils ne seront plus d'accord et qu'ils surveilleront de plus près faits, paroles et gestes de l'équipe gouvernementale.

C'est probablement vrai, mais sachez que cette équipe se moquera éperdument de ce que vous direz et n'en fera qu'à sa guise, avec raison d'ailleurs, puisque vous lui aurez donné, sans réserve aucune, les « pleins pouvoirs ». Pardon ! Je sais que ces mots ne plaisent pas du tout au Premier ministre. Je rectifie : des pouvoirs spéciaux pour la troisième fois. Ce qui est tout de même fort proche d'un régime de « pouvoir fort ».

N'est-ce pas parmi vous, chers collègues, siégeant à la droite de cet hémicycle, que se trouve celui qui a déclaré ici-même, en 1982, que « c'était bon pour une fois » ; qui, en 1983, avait déclaré derechef que « c'était la dernière fois », et qui, aujourd'hui, en âme et conscience, répètera que « c'est bon pour une fois de plus » ? La presse y a fait un large écho.

Pourtant, en y regardant de plus près, en commission comme en séance publique, le langage de certains membres de la majorité ressemble, à quelques nuances près, à celui de l'opposition. Pourquoi ? Sans doute dans l'espoir que la presse, votre presse, s'emparera de quelques bribes de vos phrases pour les transmettre à votre électorat et vous donner, ainsi, une image de « durs », de sérieux.

Mais vous voterez ces pouvoirs spéciaux qui vous mettent sur la touche et vous permettent d'approuver, indirectement, des décisions méchantes, injustes, cruelles peut-être, car vous ne connaissez rien des textes des centaines d'arrêtés royaux numérotés qui sortiront très rapidement leur néfastes effets.

En d'autres temps, vous manifestez votre mécontentement, votre mauvaise humeur quand une virgule ne se trouve pas à sa place, quand

une traduction est incorrecte ou lorsque la plus petite phrase pourrait laisser subsister le moindre doute quant à son interprétation.

Auriez-vous la mémoire si courte pour ne pas vous souvenir de ce que, à plusieurs reprises, le Conseil d'Etat s'est amèrement plaint du style bâclé des arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux, de leur incompréhension, quand il n'allait pas jusqu'à relever la contradiction entre deux paragraphes parfois consécutifs ?

Aujourd'hui, comme cela s'est fait il y a peu au Conseil régional wallon, vous allez donner au gouvernement une feuille en blanc portant votre signature. Vous savez qu'il en sera ainsi; vous savez comment on qualifie ce procédé. Et cependant vous approuverez...

Au fond, cela vous soulage tant ! Abdiquer tout pouvoir de contrôle et laisser au Conseil des ministres la basse mission d'être l'exécuteur des hautes œuvres, quel délice et même quel sadisme ! (*Sourires.*)

Mais qu'importe, puisque ainsi, vous confirmerez votre engagement d'être le valet inconditionnel du grand capital, d'en réaliser toutes les volontés ou exigences, sans devoir rendre des comptes à qui que ce soit. Le Président de la Chambre, lui, a compris le traquenard et a pris ses distances. Sans doute a-t-il une autre conception que vous de la démocratie ?

On s'interroge, car comment des personnes de votre qualité peuvent-elles se laisser abuser en signant un véritable chèque en blanc ?

Comment, au surplus, pouvez-vous avoir confiance dans ces ministres qui, pendant quatre ans, vous ont apporté la preuve qu'ils ne la méritaient pas ?

Un seul exemple : celui de la dette publique. Malgré des coupes sombres opérées à tort et à travers dans le statut social du Belge et dans les services publics, ce n'est plus croître qu'elle fait, c'est bondir, et ce à un point tel que, depuis Martens V, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, elle a atteint des taux incroyables qui nous mettent sur le même pied que l'Argentine et le Brésil pour ce qui est de la dette par tête d'habitant.

Il y a six mois, à peine, les trois quarts du chemin étaient parcourus dans l'assainissement de la situation du pays.

Aujourd'hui, le Premier ministre avoue qu'on ne verra peut-être jamais la fin de ce fameux quart resté en suspens et qui lui a cependant permis de se succéder pour la sixième fois. Ou bien, naguère, il disait intentionnellement le contraire de la vérité ou bien il était naïf. Mais, dans les deux cas, cela devrait vous suffire pour lui refuser cette confiance aveugle qu'il sollicite aujourd'hui.

Vous vous apprêtez à confier les destinées du budget de la Belgique à un ministre thatchérien-reaganien on ne peut plus bruyant quand il ne faisait pas partie du gouvernement et qui, depuis octobre, n'avait pas encore décelé que le déficit prévu pour 1985 dépasserait de 20 p.c. les prévisions. Lui aussi, ou bien nous trompait intentionnellement ou bien — permettez-moi de vous le dire — donnait une véritable preuve de son incompétence.

Je m'arrêterai ici. Je pourrais passer en revue toutes les déclarations de vos excellences et, chaque fois, pour chacune d'elles, vous seriez amenés à admettre que, si elles méritaient un tant soit peu de confiance de la part de leurs colistiers, elles n'ont certes pas droit à la confiance aveugle que je viens d'évoquer.

Nous voilà donc, par la volonté des membres de cette assemblée, embarqués vers de nombreux mois de pouvoirs spéciaux. Quelle honte ! Quel camouflet pour la démocratie ! Cette belle démocratie qui n'existe plus que dans deux ou trois douzaines de pays et qui, chez nous, devient, lentement mais sûrement, l'ombre de ce qu'elle devrait être : le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.

Ce n'est pas à moi de vous dire pourquoi nous siégeons ici : notre rôle est de contrôler le gouvernement, de le juger et non de lui donner les moyens, plus ou moins réguliers, de contourner ce rôle.

Je fais appel à votre conscience d'homme d'Etat. On dit communément que nous sommes les sages, allusion, sans doute, au Sénat romain. Montrez-vous dignes du mandat qui vous a été confié ! Ne vous dérobez pas aux obligations morales qui découlent de votre mandat d'élus de la nation. Plus qu'une dérobade, une faiblesse serait une faute dont vous auriez à rendre compte, non au Premier ministre et à sa suite, mais au peuple belge qui ne mesurera pleinement que dans deux ou trois ans tout le mal que vous allez lui faire par votre vote la semaine prochaine. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Verschueren.

De heer Verschueren. — Mijnheer de Voorzitter, alvorens mijn betoog aan te vatten, wil ik als jong parlements lid een paar vaststellingen doen.

Een eerste vaststelling heeft betrekking op de aanwezigheid van de geachte collega's. Ik heb mij op de laatste rij wat vermaakt, door vandaag een viertal malen, namelijk te 11, 12, 14 en 16 uur, de

hoofden te tellen. Dan moet ik de geringe belangstelling van de leden van de Senaat betreuren wanneer voor een belangrijke materie, zoals dat vandaag het geval is, na enkele commissiedagen nog een viertal dagen worden uitgetrokken voor de openbare vergadering.

Een tweede vaststelling is dat ik na een drietal maanden ook reeds begin de technieken van dit huis te kennen. De jonge parlementsleden worden in de loop van de dag naar de tribune gestuurd om de « dode » tijd of om de uitgetrokken spreektijd te vullen, zoals nu, tot 18 uur, daar waar normaal andere sprekers hier op het podium hadden moeten staan. (*De heer Pataer applaudisseert.*)

De vraag of het toekennen van bijzondere machten al dan niet verenigbaar is met de Grondwet, heeft in de wetgevende vergaderingen reeds meermaals tot felle discussies geleid. Inderdaad, sinds 1926 werden herhaaldelijk door de wetgever aan de Koning, telkens voor een min of meer lange periode, bevoegdheden verleend die « bijzondere machten » werden genoemd.

De juridische discussie over de mogelijkheid van het toekennen van bijzondere machten en de conformiteit met de Grondwet bij een dergelijk handelen, dient volgens de enen niet, volgens de anderen wel, opnieuw te worden gevoerd.

De afwezigheid van een grondwettelijk hof en het principe van de scheiding der machten resulteren in het beslissen over de interpretatie van onze Grondwet door de parlementsleden zelf. In ons huidige grondwettelijk stelsel komt het immers alleen de wetgevende macht toe te oordelen over de grondwettigheid van wetten.

Het goed en gewetensvol vervullen van deze zware verantwoordelijkheid zal mede een bijdrage betekenen tot een werkelijke herwaardering van het Parlement. Mede hierdoor ben ik van mening dat dit land dan ook geen behoefte heeft aan een constitutioneel hof.

Ik kan het standpunt van Kamerlid Van Den Bossche bijvallen wanneer hij zegt dat men het, het Parlement niet ten kwade kan duiden dat tijdens dit debat precies dezelfde vragen worden gesteld en trouwens precies dezelfde antwoorden worden bekomen als tijdens de bespreking van de beide vorige wetten op de bijzondere machten. Integendeel, indien het Parlement dit niet zou doen en aldus gaandeweg het verzet tegen de toekenning van deze bijzondere machten in hevigheid zou afnemen, dan pas zou men kunnen spreken over een « feitelijke » grondwetsherziening.

Dat dit verzet ook vruchten afgeworpen heeft, blijkt uit de versoepeling van de houding, mijnheer de Eerste minister, die u hebt aangenomen in de loop van die opeenvolgende debatten.

In 1982 was er geen sprake van dat het Parlement in het bezit zou worden gesteld van de tekst van het ontwerp zoals het aan de Raad van State werd voorgelegd. Nu kan dit wel.

Ook op het stuk van de bekrachtiging van de bijzondere machten-besluiten werd een heel eind afgelegd.

Een volgende te realiseren stap in deze gunstige evolutie is ongetwijfeld de verplichte indiening van een verslag over de in toepassing van de bijzondere-machtenwet getroffen maatregelen.

De heer Martens, Eerste minister. — Daarin werd voorzien.

De heer Verschueren. — Tenslotte, in verband met het veel besproken en gelooft controlerecht van het Parlement, wordt vastgesteld dat de parlementsleden hiertoe onvoldoende gewapend zijn.

Het totaal gebrek aan openbaarheid van bestuur in dit land heeft tot gevolg dat zij geheel aangewezen zijn op indiscreties van de pers, vaak tot ergernis van de Voorzitter, of op vertrouwelijke informatie vanwege ambtenaren. Daarenboven ontberen zij de nodige infrastructuur om dit controlerecht uit te oefenen.

Speurend naar een rechtsgrond voor wetten die bijzondere machten toekennen, gaat de Raad van State in zijn advies niet verder dan te stellen dat « volgens de grote meerderheid van de recente jurisprudentiële beslissingen en studies uit de rechtsleer, de wetten die aan de Koning bijzondere machten toekennen rechtsgrond vinden in artikel 78 van de Grondwet ». Dit artikel wordt door de enen als basis genomen en door de anderen betwist.

De Raad van State neemt ter zake zelf geen standpunt in, wel wordt gesteld : « Wil aan de Koning dus op grond van artikel 78 van de Grondwet een ruimere verordeningbevoegdheid kunnen worden verleend met machtiging om de bestaande wetten te wijzigen, op te heffen en aan te vullen, dan moeten bepaalde feitelijke omstandigheden voorhanden zijn, die gewoonlijk als uitzonderlijke omstandigheden of crisissomstandigheden worden bestempeld. Die omstandigheden zijn het die maken dat de uitoefening van bijzondere machten verenigbaar is met de Grondwet en die de grenzen bepalen van de periode gedurende welke die machten toegekend worden. »

Anderzijds zijn talrijke rechtsgeleerden van oordeel dat uw toekenning van bijzondere machten een controversiële aangelegenheid is. Ongeveer een uur geleden is collega Van In dit standpunt bijgevallen. De vraag is nu of de bijzondere machten stroken met de Grondwet. Dit laat ik over aan de eminente juristen in dit halfroond.

De bijzondere machten zijn evenwel in overeenstemming met de Grondwet voor zover zij voldoen aan volgende voorwaarden : er moeten bijzondere omstandigheden of crisissomstandigheden zijn; de duur van de bijzondere machten moet worden beperkt; de formulering van de bijzondere machten mag slechts aangelegenheden betreffen die volgens de Grondwet tot de eigen bevoegdheid van de wetgever behoren en dus niet het voorwerp van een machtigingswet kunnen uitmaken.

Sta mij toe even stil te staan bij elk van deze voorwaarden.

De eerste voorwaarde betreft dus de crisissomstandigheden. Vandaag werd reeds herhaaldelijk beklemtoond dat het invoeren van deze crisissomstandigheden op het ogenblik kan aangevochten worden. Immers, de werkloosheid en de « desastreuze » overheidsfinanciën dateren niet van gisteren. De crisis heeft een aanvang genomen begin van de jaren 70, vijftien jaar geleden dus, en zal spijtig genoeg nog verschillende jaren aanslepen, niettegenstaande u meermalen beweerd hebt, mijnheer de Eerste minister, dat het einde van de tunnel in het zicht was.

In conjuncturele termen uitgedrukt, is dit een langdurige trend. Als de meerderheid de wet op de bijzondere machten goedkeurt, vertekent zij de feitelijke omstandigheden en miskent zij het door de Raad van State opgelegde beginsel van de evenredigheid.

De tweede voorwaarde heeft betrekking op de duur van de bijzondere machten. Ook op dit punt werd reeds heel wat kritiek uitgeoefend. Geldt dergelijke uitzonderingsprocedure driemaal in een periode van vijf jaar en meer bepaald gedurende meer dan de helft van een regeerperiode, dan is het zeer de vraag of er nog wel sprake kan zijn van een uitzonderingsprocedure.

De regering vraagt nu bijzondere machten voor ten minste twaalf maanden, nadat zij reeds twintig maanden bijzondere machten heeft gekregen, tussen 1982 en 1984. Deze duur is overdreven lang en strookt geenszins met de vooropgestelde redelijke termijn van de Raad van State. Dit is echter een rekbaar begrip, waarmee men alle richtingen uitkan.

Wat de formulering van de bijzondere machten betreft, zegt de Raad van State : « Nauwkeurige afbakening van de bijzondere machten is ook volstrekt noodzakelijk opdat de rechterlijke controle, die krachtens artikel 107 van de Grondwet op de verordenende handelingen moet worden uitgeoefend, werkzaam kan zijn en bovendien geen rechts-onzekerheid meebrengt. Blijft er ruimte voor twijfel omtrent grenzen van de machtiging, dan is er gevaar dat 's rechters interpretatie gaat verschillen van die van de regering. Zolang er zich geen jurisprudentiële oplossing zal hebben doorgezet, zal er onzekerheid blijven omtrent het bestaan zelf van een rechtsregel. In ieder geval moet het beginsel worden gememoreerd dat bepalingen waarbij bijzondere machten worden toegekend, strikt behoren te worden uitgelegd. »

De heer Martens, Eerste minister. — Sta mij toe u even te onderbreken, mijnheer Verschuere. Ik ontvang hier zopas uw amendement waarbij u voorstelt bij artikel 1, 6°, b, bepalingen in te voegen om rekening te houden met de bevoegdheidsverdeling inzake onderwijs, zoals bepaald in artikel 59bis, paragraaf 2, van de Grondwet. Zo iets is totaal overbodig. Het is duidelijk dat bijzondere-machtenbesluiten rekening moeten houden met grondwettelijke voorschriften alsmede met Europese voorschriften.

De heer Verschuere. — Wij zullen op deze materie terugkomen bij de bespreking van artikel 1, 6°, want daar is heel wat betwisting over.

De heer Martens, Eerste minister. — Daar is geen enkele betwisting over.

De heer Verschuere. — Het is een kwestie van interpretatie.

De heer Martens, Eerste minister. — Het is toch ondenkbaar alle bepalingen die in de Grondwet voorkomen, telkens over te nemen bij het opstellen van een nieuwe wettekst. Dat is totaal onzinnig.

De heer Verschuere. — Wij zullen hierop later terugkomen, mijnheer de Eerste minister.

De in artikel 1, 2°, opgenomen bepalingen, zijn een schoolvoorbeeld van onnauwkeurigheden. In het advies van de Raad van State lees ik : « Hoewel deze tekst aangeeft welke doelstellingen bereikt moeten worden, blijkt hij zeer onnauwkeurig te zijn wat betreft de aangelegenheden

waarop de regeringsmaatregelen betrekking zullen hebben. Wel worden een aantal aangelegenheden, zij het dan soms zeer vaag, genoemd : « rijksmiddelencomptabiliteit », de « controle op sommige instellingen van openbaar nut », « de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd ... », de « subsidies, vergoedingen en uitkeringen (...) ten laste van de Staat. »

Wij gaan de discussie van de commissie niet meer overdoen, mijnheer de Eerste minister. Het is immers overduidelijk dat u op het vlak van de nauwkeurigheid geen inspanningen hebt geleverd om uw teksten aan te passen. Besluit : de in artikel 1, 2°, voorkomende bepalingen zijn ongrondwettig.

Vierde voorwaarde : Deze houdt verband met de aangelegenheden die volgens de Grondwet tot de eigen bevoegdheid van de wetgever behoren en die dus niet het voorwerp van een machtigingswet kunnen uitmaken. Dat is het geval met de fiscaliteit, artikel 110 van de Grondwet. Zelfs indien de belastingen niet uitdrukkelijk in het ontwerp aan bod komen, kan de vraag worden gesteld of sommige bepalingen niet gelijkstaan met een verzoek tot het heffen van belastingen. Artikel 1, 3°, maakt het mogelijk de financiering van de verschillende stelsels van de sociale zekerheid te wijzigen en bijvoorbeeld, hogere bijdragen te innen.

Wanneer de Koning ertoe gemachtigd wordt « alle nuttige maatregelen te nemen », kan artikel 1, 1°, worden gebruikt om een bijzondere indexsprong mogelijk te maken waarvan de opbrengst zou kunnen worden gestort aan de instellingen voor sociale zekerheid of aan de RVA.

Het is dus de taak van de wetgever, zich uit te spreken over het bestaan van « crisissomstandigheden » en andere voorwaarden zodat in het verleden — maar ook vandaag nog — de bespreking in het Parlement zich vaak toespitste op de verantwoording van de bijzondere machten.

Het toekennen van een vorm van delegatie van bevoegdheid op basis van een subjectief geapprecieerd element blijft moeilijk of niet aanvaardbaar. Ikzelf ben geenszins overtuigd van de ten voordele van het gebruik van bijzondere machten naar voren gebrachte argumenten. Ik kan mij niet ontdoen van de indruk, mijnheer de Eerste minister, dat u bij uw inleidende uiteenzetting zelfs moeite had om uzelf hiervan te overtuigen.

De huidige bewindvoerders, van wie u de leider bent, mijnheer de Eerste minister, zijn ermee bezig, de volgende generaties op te zadelen met een zware erfenis : een schuldenberg die hoe dan ook voor iedere toekomstige Eerste minister een politieke nachtmerrie zal betekenen.

Er is een tweede, niet minder belangrijke, erfenis die de jongeren bedreigt. Zij zijn dan toch de toekomst, nietwaar ?

U dringt thans uw interpretatie over besluitvorming op, een soort « feitelijke » grondwetherschening, die niet voortkomt uit grondwettig werk, maar uit gewoonte en opgedrongen interpretatie. Dit kan ik, en zeker de jeugd die in ons vertrouwen heeft of zou moeten hebben, niet aanvaarden.

Gelukkig vertolk ik dit standpunt niet alleen. Het blijkt ook uit het commissiedebat en uit het debat dat wij hier nu voeren. Verschillende parlementsleden, zowel van regerings- als van oppositiepartijen, de voorzitters van Kamer en Senaat en ook de Raad van State, hebben immers gelijkaardige bezwaren geuit.

Tenslotte nog een woordje over de materies die de regering met deze bijzondere machten wenst te regelen. Hierbij gaat mijn aandacht vooral naar de tewerkstelling in het algemeen en die van de jongeren in het bijzonder.

In artikel 1, 6°, b, van het ontwerp kan men hieromtrent lezen dat « de Koning alle nuttige maatregelen kan nemen ten einde (...) bij te dragen tot het scheppen van werkgelegenheid en het opslorpen van de werkloosheid door (...) specifieke maatregelen voor de jongeren en de leerkrachten ».

Dat het probleem van de jeugdwerkloosheid dramatische vormen aanneemt, blijkt overduidelijk uit het beschikbare cijfermateriaal ter zake.

Enkele voorbeelden.

Eind december 1985 bedroeg het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werkloze jongeren van beneden de 25 jaar 127 953; daarbij dienen nog de jongeren te worden geteld die hun wachtijd doormaken namelijk 57 584. In totaal waren dus zowat 185 000 jongeren zonder werk.

Tien jaar geleden bedroeg het aandeel van de jeugdwerkloosheid zowat 1/7 van de totale werkloosheid : nu is dat aandeel opgelopen tot 1 op 3.

De kwetsbaarheid van de jongeren op de arbeidsmarkt blijkt ook uit de hierna volgende vergelijking : zowat vijftien jaar geleden

was 1 jongere op 50 sociaal verzekerde jongeren werkloos; in de jaren 80 is deze verhouding gestegen tot zowat 1 op 4. Men kan moeilijk van de jongeren verwachten dat zij morgen verantwoordelijkheid op zich zullen nemen in dit land wanneer hun vandaag geen enkel perspectief wordt geboden. Het op bijzondere machten gesteunde beleid van de vorige regering heeft op dat punt volledig gefaald.

De officiële werkloosheidscijfers zeggen ter zake niet alles. Het gaat hier immers over een erg wisselend bestand. Er is een enorm verloop in deze groep van werklozen, zodat heel wat meer jongeren getroffen worden door periodes van werkloosheid dan dit officiële cijfer aangeeft. Daarenboven zijn het vooral de laaggeschoolden die getroffen worden. Het zal iedereen wel bekend zijn dat de armoede, zowel de structurele armoede als de nieuwe, waarvoor de regering trouwens een zware verantwoordelijkheid draagt, in vele gevallen gereproduceerd wordt, of met andere woorden geërfd wordt. De werkloosheid bij deze groep jongeren is daar een schrijnende uitloper van.

De jongeren eisen en eisen volwaardig werk. De vorige bijzondere-machtenregering-Martens V heeft alle mogelijke propaganda gevoerd voor deeltijdse tewerkstelling. Het zijn vooral de jongeren die noodgedwongen het grootste aandeel hebben in de deeltijdse tewerkstelling. De herverdeling van de beschikbare arbeid is voor de fractie, waartoe ik behoor een prioriteit; dat is bekend, maar niet via dit systeem.

In de regeringsverklaring werden 50 000 jobs aan de jongeren beloofd. Het is echter niet omdat er in de komende jaren mogelijks 50 000 jongeren uit de werkloosheidsstatistieken verdwijnen dat er ook werkelijk 50 000 jongeren aan de slag zijn. Ik vrees dat de regering eens te meer deze cijfers zal manipuleren via de verlenging van de leerplicht, de verlenging van de legerdienst en de eenvoudige demografische regel volgens welke iemand die 25 jaar en één dag oud is uit de statistieken van de jeugdwerkloosheid verdwijnt.

Onze jeugd is niet gediend met allerhande goocheltruuk; zij wil echte en volwaardige tewerkstelling. Indien de tewerkstelling van de jeugd werkelijk de grootste bekommerning van deze regering was, zou zij geen beroep hoeven te doen op bijzondere machten voor deze materie aangezien elk parlementslid van om het even welke strekking hieraan wil meewerken. Of zullen de maatregelen die de regering op het oog heeft zodanig specifiek zijn dat zij vreest hiervoor bij haar eigen meerderheid niet de vereiste steun te kunnen krijgen? Is het daarom dat alles in een globaal pakket en via bijzondere machten moet worden geregeld?

De regering-Martens VI, net zoals de regering-Martens V, laat de jongeren nog maar eens in de steek. Op het einde van dit debat zal ik dan ook symbolisch, namens de jongeren, deze ondemocratische vorm van besluitvorming krachtig afwijzen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer voor een motie van orde.

De heer Pataer (motie van orde). — Mijnheer de Voorzitter, ik wil eerst en vooral een vraag stellen bij motie van orde. Zij sluit trouwens enigszins aan bij de inleidende opmerkingen van de heer Verschuere.

U heeft bij het begin van dit debat een sprekerslijst opgesteld in een bepaalde volgorde. Ik neem aan dat dit beantwoordt aan de traditie. Ik verneem dat sommige collega's die vóór mij op de lijst voorkwamen, afwezig zijn of weigeren — ik wik mijn woorden — vandaag het woord te nemen omdat het hun beter uitkomt dat maandag te doen, misschien omdat ze dan rekenen op een talrijker aanwezigheid.

Mijnheer de Voorzitter, ik ben ertoe bereid vandaag nog het woord te nemen als u mij zegt dat de afwezige ingeschreven sprekers definitief van de sprekerslijst worden geschrapt. Als dat niet kan, vraag ik u mij als eerste spreker voor maandag in te schrijven. Ik meen trouwens dat het personeel van de Senaat er wel zal bij varen.

De Voorzitter. — Mijnheer Pataer, ik weet niet waar u deze geruchten hebt opgevangen.

Voorlopig ben ik nog heer en meester over de lijst. Ik heb het precies uitgemeten. Als bepaalde mensen te lang spreken, moet de lijst worden aangepast. Ik had plechtig beloofd deze vergadering ten laatste rond zes uur te beëindigen. Als u de spreektijd respecteert, wordt het ongeveer kwart vóór zes.

Eén ingeschreven spreker heb ik inderdaad toegestaan naar huis te gaan.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag dezelfde gunst om vroeger naar huis te gaan.

De Voorzitter. — Mijnheer Pataer, dat had u mij dan wel wat vroeger moeten vragen. Ik vind deze manier van werken niet eerlijk. Ik heb verder geen commentaar.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik betreur het dat u mij gebrek aan eerlijkheid verwijt.

De Voorzitter. — Mijnheer Pataer, u moet leren wat de gewoonten van dit huis zijn.

Er wordt hier op een andere manier gewerkt; zo iets vraagt men niet vanop de tribune. Ik ben het niet gewend op deze manier te worden aangesproken.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb geleerd dat bepaalde collega's andere gewoonten hebben. Ik dacht hier aanwezig te moeten blijven.

Ik zal nagaan wie maandag het woord neemt en zal, indien nodig, een nieuw incident uitlokken. (*Protest op de banken van de CVP.*)

Ik stel u gerust, het betreft niet iemand van de CVP.

De heer Vangeel. — Dat speelt geen rol, mijnheer Pataer. Het gaat er niet om of het iemand van onze fractie is.

Het is de manier waarop u de Voorzitter behandelt die bij ons protest uitlokt.

De heer Pataer. — Ik meende dat de reactie uit uw richting kwam.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, wij horen uitlatingen van een jonge collega die ik als fractievoorzitter niet kan onderschrijven.

Ik doe de Senaat opmerken dat de heer Pataer een geapparenteerd lid is van onze fractie en dat de wijze waarop hij zich tot u richt, mijnheer de Voorzitter, geenszins de goedkeuring heeft van mijn fractie.

De heer Van In. — Maar de opmerkingen van de heer Pataer hebben wel zin.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik moet de collega's, die in dit zeer korte debat het woord hebben gevoerd, op een verstaanbare of een minder verstaanbare manier, mededelen dat ik maandag zal nagaan op welke wijze ik op dit incident kan terugkomen.

In tegenstelling met sommige collega's die mij hier op deze tribune zijn voorgegaan, geloof ik in de zinvolheid van dit debat, niet omdat er nog enige hoop kan worden gekoesterd dat aan het onderhavig ontwerp nog een jota kan worden gewijzigd, maar wel omdat wij aan het grote publiek kunnen bewijzen — als we dat tenminste willen — dat de democratie niet dood is en dat verkozenen van het volk een stem hebben die kan spreken, terwijl de stem van anderen verstomt.

Dit hoort een debat te zijn tussen de regering en het Parlement. Ik heb daar tot nu toe weinig van gemerkt. Dit is een debat tussen de regering en een deel van het Parlement.

Collega's Herman en Henrion zullen me het niet kwalijk nemen als ik hun interessante uiteenzetting niet beschouw als reële bijdragen tot het eigenlijke debat. Hun intelligentie en integriteit heb ik ten zeerste leren waarderen, maar ze zullen toegeven dat ze in dit debat groten-deels zijn voorbijgegaan aan de vraag voor welke politiek deze heel bijzondere machten zullen worden gebruikt.

Waarvoor dient het allemaal? Bespiegelingen over het functioneren van ons parlementair stelsel kunnen misschien boeiend zijn voor de aanwezige leden van de Senaat, maar raken nauwelijks de koude kleren van de mannen en vrouwen die ze geacht worden te vertegenwoordigen. Ik sluit mij wat dat betreft aan bij een soortgelijke opmerking van collega Van Eetvelt.

We kunnen dit betreuren, maar het is zo. De hamvraag is, dunkt me, welk beleid staat er ons te wachten als op Goede Vrijdag aanstaande de laatste stemknopjes zullen zijn ingedrukt.

De jongste dagen hebben we in de pers verschillende debatten kunnen volgen tussen woordvoerders van sociale bewegingen en beleidsverantwoordelijken, waarvan ik tot op heden nauwelijks enige echo's heb gehoord van op de banken van de meerderheid, of het zou de heer Vandenhoute moeten zijn die daarop wel allusie heeft gemaakt. Ik vind dit teleurstellend, te meer daar tot de meerderheid collega's behoren wiens rol het is in deze vergadering de fundamentele doelstellingen van die sociale beweging — ik bedoel het ACW — met parlementaire middelen te verdedigen. Hun stomheid slaat mij met verstomming. Ik zou hier dus eigenlijk kunnen stoppen.

Als met name collega Chabert hier komt verklaren, hier dúrft verklaren, dat het Parlement een kleinood is dat in grote nood verkeert, dan wil ik onderstrepen dat het grootste gevaar dat het parlementaire regime bedreigt het stilzwijgen is van degenen die een stem hebben — een stem in de twee betekenissen van het woord — maar er geen gebruik van maken om de stem van hun achterban te laten horen.

Het is mooi en aangenaam, in dit halfroond de welsprekende intelligentie te aanhoren van de «keien uit de Wetstraat», maar als het Parlement niet langer de «echokamer» is voor wat leeft onder het volk, dan kan ik begrijpen dat sommigen, het Parlement willen rangschikken bij de overbodige instellingen.

Ik begrijp dan ook des te minder waarom de regering volmachten vraag aan dit Parlement. Het is geweten dat één van de voornaamste redenen, zoniet de voornaamste, om het Parlement in quarantaine te plaatsen de vrees is voor een open confrontatie tussen de meerderheidspartijen, of beter gezegd : tussen een bepaalde groep van één partij, enerzijds, en de rest van de meerderheid, anderzijds. Dit zijn letterlijk de woorden van kamerlid Luc Van Den Brande in een vraaggesprek met een weekblad enkele jaren geleden.

Welnu, die vrees blijft toch ongegrond. Waar zijn die ACW-senatoren die hier op de tribune — in de commissie heb ik ze in elk geval niet gezien en nog minder gehoord — komen zeggen dat ze het eens zijn met de Kristelijke Werknemersbeweging inzake de bestrijding van de fiscale fraude en met het ACV inzake het behoud van de sociale-zekerheidsrechten. Misschien komen ze nog, maandag, zoals wij daar-net hebben gehoord, of straks, of morgen, of overmorgen of zelfs op Goede Vrijdag. In dat geval zal ik de eerste zijn om de woorden die ik zopas heb uitgesproken, in te trekken. Ik zou het dan vooral op Goede Vrijdag willen doen. Mijn rouwproces zal er nog oprechter door worden.

Dat men mij niet kome zeggen, dat men waakzaam zal toezien hoe de regering met haar bijzondere machten omspringt en dat er toch nog ACW-vrienden in de regering zitting hebben waarop men kan rekenen. Ik ben daar niet zo zeker van. Of beter gezegd : die vrienden kunnen maar iets verrichten als ze zich gesteund weten door de brede basis van de beweging waaruit ze zijn voortgesproten.

Welnu, die steun moet hier publiek worden verklankt en niet gefluisterd in de kabinetten of in de wandelgangen van dit huis.

Ik wil dat even vergelijken met de wijze waarop de heer Vandenhoute daarstraks het woord heeft gevoerd. Hij heeft hier vrij onomwonden de stellingen verdedigd van organisaties die aan de andere kant moeten worden gesitueerd. Hij heeft ook vrij onomwonden een privatisering van de openbare sector en een invoering van een soort staat van behoefte in de sociale zekerheid verdedigd. Dat zijn stellingen die wij kennen en wij weten vanwaar ze komen. Graag had ik ook andere besluiten vanop andere banken gehoord.

Uw basis, collega's heeft het recht te eisen dat u zonder schroom uw mandaat gebruikt om hier een verbinding te leggen tussen ACW en politiek. U hoeft daarvoor niet te wachten tot het congres van 12 april.

Ik geef twee voorbeelden

U zou kunnen zeggen dat de sanering van de openbare financiën niet kan gebeuren zonder een effectieve bestrijding van de fiscale fraude. U zou u, samen met de KWB, kunnen verheugen over het efficiënte optreden van de bijzondere belastinginspectie die eindelijk de aanpak van grootschalige en georganiseerde fraude, zoals in de affaire-Kirsch, mogelijk heeft gemaakt.

Maar u zou er ook, samen met de KWB, kunnen op hameren dat het op stapel staande wetsontwerp, met de misleidende bepaling ter bescherming van de belastingplichtigen, de gerealiseerde vorderingen definitief onderuit dreigt te halen.

U zou kunnen onderstrepen, samen met de KWB, dat het verbod om nog langer een beroep te doen op de deskundigheid van de belasting-ambtenaren enkel bedoeld is om de vervolging van grote fraudeurs in de toekomst af te remmen.

U zou kunnen beklemtonen, samen met de KWB, dat het niet opgaat klachten van ambtenaren inzake overtreding van belastingwetten afhankelijk te maken van de machtiging van hogere ambtenaren. Deze rem op de fraudebestrijding noemt de KWB moreel totaal onverantwoord.

En u zou kunnen eindigen met te verklaren dat de gezondmaking van de staatsfinanciën niet mogelijk is als op het vlak van de fraudebestrijding en de fiscale wetgeving het roer niet wordt omgegooid en dat een lakse houding inzake belastingontduiking onaanvaardbaar is in een periode van zware inspanningen voor sociaal verzekerden en loontrekkenden. Ook dat is een stellingname van de beweging waartoe sommigen behoren.

Mijnheer de Eerste minister, ik hoor u al stilzwijgend reageren. Ik heb dit voorbeeld echter aangehaald in de wetenschap dat deze materie niet bij volmachters zal worden geregeld, maar dit noem ik een technisch detail.

De heer Martens, Eerste minister. — Ik heb onlangs ook over de fiscale fraude gesproken. U had evengoed mij kunnen citeren.

De heer Pataer. — Dat doe ik graag indien uw uitspraken tenminste in dezelfde lijn liggen.

Voor mijn tweede voorbeeld ga ik te rade bij mijn vrienden van de studiedienst van het ACV, althans die vrienden die nog niet werden gekortwiek door kabinetsmedewerker te worden.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — U moet niet zo haatdragend zijn, mijnheer Pataer.

De heer Pataer. — Mijn liefde is grenzeloos, mevrouw, zelfs tegenover u. (Gelach.)

De cijfers van het ACV kunnen worden aangehaald met betrekking tot een realistische begroting van de sociale zekerheid voor 1986.

Ik heb de cijfers, die gepubliceerd werden in een artikel in het berichtenblad *Telex* van het ACV, hier bij de hand en het zou goed zijn, Voorzitter, dat zij integraal worden opgenomen in de verslagen van deze bespreking. Daarom heb ik ze ter beschikking gesteld van de diensten van de Senaat. Ik heb immers opgemerkt dat de Eerste minister bij een vorig debat eveneens op die manier te werk ging. Ik volg dus een goed voorbeeld.

De heer Martens, Eerste minister. — Ik heb dit gedaan tijdens besprekingen in de commissie, mijnheer Pataer.

De heer Pataer. — Tijdens het investituurdebat van deze regering, mijnheer de Eerste minister, hebt u op een bepaald ogenblik een papier ontvouwd. Een lid van de Volksunie heeft toen gevraagd of men over deze gegevens zou kunnen beschikken, waarop u ze doorgespeeld hebt aan de diensten van de Senaat. Zij werden opgenomen in het verslag van die vergadering.

De heer Martens, Eerste minister. — Dat is juist, mijnheer Pataer.

Het ging echter om een antwoord dat ik voor de vuist gegeven had van op de regeringsbank. Ik heb dan achteraf een document dat ik tijdens dit antwoord geciteerd had, aan de diensten van de Senaat gegeven.

De heer Pataer. — Ik ben nog niet zo goed vertrouwd met de diensten.

De heer Martens, Eerste minister. — Dit is geen kwestie van vertrouwd zijn; ik heb die gegevens enkel verstrekt om het werk van de diensten te vergemakkelijken.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, mijn voorstel zou vanuit dezelfde overweging moeten worden geïnterpreteerd.

Ik heb dus mijn cijfers ter beschikking gesteld van de diensten van de Senaat, zodat zij ze, indien zij het nodig acht, kunnen verwerken in het verslag.

De heer Vangeel. — Bij het begin van uw uiteenzetting hebt u al willen aantonen hoe de werkzaamheden hier moeten worden geregeld en nu gaat u ook nog instructies geven aan de diensten.

De heer Pataer. — Ik weet zeer goed dat ik geen insinuaties te geven heb aan de diensten, mijnheer Vangeel. Ik wilde enkel zeggen dat ik de gegevens ter beschikking heb gesteld.

Ik wil hier toch één passus citeren uit het artikel van de studiedienst van het ACV : « De sociale zekerheid zou in 1986, zonder verdere regeringsmaatregelen, een klein overschot moeten hebben : 15 miljard op 850 miljard uitgaven. Dit resultaat veronderstelt dan wel dat de opbrengst van de drie indexsprongen, in 1986 samen zowat 63 miljard, gaat naar de sociale zekerheid, meer bepaald naar de sector werkloosheid.

In diezelfde veronderstelling vermindert de Staat zijn subsidie aan de werkloosheid. Daardoor zal de Staat in 1986 in de werkloosheid nog enkel tussenkomen voor brugpensioenen en voor oudere werklozen. Met andere woorden, de gewone werkloosheidsvergoedingen zullen in 1986 volledig betaald worden door de werknemersgroep : bijdragen plus indexsprongen plus solidariteitsbijdrage ambtenaren.

Daarnaast financiert de Staat ook de tewerkstellingsprogramma's, 47 miljard.

Dezelfde evolutie grijpt plaats in de hele sociale sector : het deel dat door de bijdragen gefinancierd wordt neemt toe, het deel van de Staat neemt af.

In 1986 zal de Staat nog tussenkomen voor 23,6 pct., of 27,1 pct. als de brugpensioenen meegeteld worden. In 1983 was die staatstussenkomst nog 38,5 pct., record, in 1980 34,5 pct. en in 1975 27,9 pct. In 1986 is de inbreng van de Staat, dit is de gemeenschap, dus terug even groot als bij het begin van de crisis.

Moraal : de sociale zekerheid is duidelijk uit de rode cijfers — de Eerste minister zal zeggen dank zij het regeringsbeleid, wij zeggen dank zij de werknemers — « dank zij de inspanningen van de actieven en de offers van de sociaal verzekerden, en ondanks de terugtocht van de Staat. De werknemers betalen steeds meer de sociale zekerheid, het is dus hun sociale zekerheid. De Staat kan niet meer wijzen op zijn hoge tussenkomst om nog besparingen op te leggen. De sociale zekerheid mag niet meer vermindert worden. »

Ik herhaal dat bepaalde collega's die nog beter gestoffeerd worden met het rijke materiaal van de ACV-studiedienst, met nog meer overtuiging deze gegevens hier naar voren zouden kunnen brengen. Ik kan begrijpen — of ik heb begrepen — dat we zo iets niet direct mogen verwachten van minister Dehaene, tevens minister van Sociale Zaken. Tot daar aan toe. Maar minister Dehaene is, bij mijn weten, toch niet de enige politicus met een ACW-label.

Ik zou in een laatste gedeelte toch nog iets willen zeggen over de techniek van de bijzondere machten als dusdanig.

Ik voel mij geen specialist in grondwettelijk recht, maar ik heb wel enige kaas gegeten van sociaal recht. Welnu, mijn indruk en overtuiging is dat regeren met volmachtbesluiten leidt tot een regulering — of deregulering, u kiest maar — waarbij politieke opportuniteit dikwijls primeert ten aanzien van de juridische helderheid en dus de rechtszekerheid.

Ik wil hierbij, zoals in de commissie — daar waren we met evenveel aanwezigen —, het voorbeeld aanhalen van het koninklijk besluit nummer 278 van 30 maart 1984 dat de werkgevers verplichtte tot een indexbeviëzing ten belope van 2 pct. van de lonen in 1984, 1985 en 1986, ten profijte van de sociale zekerheid.

Een eerste discussie die dat besluit opleverde was de vraag of de 3×2 pct.-bijdrage moet worden geïnterpreteerd als een verkapte belastingverhoging, als een sociale-zekerheidsbijdrage of iets hybride tussen beide in. Als het een sociale-zekerheidsbijdrage is, betreft het dan een werkgeversbijdrage of eerder een werknemersbijdrage, of werd een derde categorie bijdragen ingevoerd : een heffing *sui generis* ? Zolang dat niet is geklaard, is het ook onduidelijk waarvoor de term brutoloon staat : voor het nettoloon vermeerderd met de werknemersbijdragen, of ook met de 3×2 pct. bijdrage ?

Ten tweede, was onduidelijk hoe in de matiging een parallelisme met de zelfstandigen en vrije beroepen zou worden verwezenlijkt. Artikel 2 van dat koninklijk besluit machtigde de Koning ertoe werknemers die in de periode 1982-1985 inkomensdalingen kenden, geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van de 3×2 pct. bijdrage. Dit moest compenseren dat zelfstandigen en vrije beroepen geheel of gedeeltelijk werden vrijgesteld van de matigingsbijdrage als hun inkomen geen gelijke tred hield met de inflatie. Artikel 2 van het koninklijk besluit nummer 289 bepaalde zulks. Tot op heden werd die compensatie voor de werknemers niet uitgevoerd.

Ten derde, bleef men steeds in het ongewisse of en op welke wijze de regering een gedeelte van de opbrengst van de indexsprongen zou aanwenden voor de financiering van tewerkstellingsprogramma's. In het spaarplan van 15 maart 1984 was dat nochtans bepaald. « De opbrengst van de loonmatiging zal evenwel ook gedeeltelijk kunnen worden aangewend voor de bevordering van de werkgelegenheid en het behoud van het

concurrentievermogen op een voor de Schatkist en de sociale zekerheid neutrale manier. »

Het werd iets concreter geformuleerd in de bekende spaarvarkenbrochure van minister Dehaene van maart 1984 : « Het bedrijf kan een deel — van de matiging — recupereren als op een controleerbare wijze blijkt dat nieuwe tewerkstelling tot stand komt — in principe — via herverdeling van de arbeid en/of herschikking van de arbeidstijd die gepaard gaat met nieuwe tewerkstelling. »

Wanneer komt hier klaarheid ?

De sociale zekerheid heeft de 3×2 pct.-bijdragen per se nodig voor haar evenwicht. Hoe zal men daarbij te werk gaan ? Het Planbureau heeft op 7 juli 1985 in een nota aan de Centrale Raad van het bedrijfsleven enkele mogelijkheden opgesomd.

De regering zal heel waarschijnlijk trachten de operatie neutraal te houden voor de Schatkist en de sociale zekerheid. Dat betekent onder meer dat ze niet zal toelaten dat een gedeelte van de indexsprongen opnieuw wordt geïncorporeerd in het referenteloon voor de sociale vergoedingen.

De meest eenvoudige formule lijkt de integrale « omtorning » van de matigingsbijdrage tot een werkgeversbijdrage, maar ik heb ook de nadelen hiervan belicht.

Voor de hand liggend is dat echter geenszins. Het stuit tegen de borst dat ingeleverd geld van de werknemers nadien als solidair geld van de werkgevers gaat fungeren, waarop bijdrageverminderingen zullen worden toegekend en waarop werkgevers zich zullen beroepen om sterker hun stempel te drukken op de vormgeving van de sociale zekerheid.

Ten tweede, komt *sowieso* ook ter sprake hoe na 1986 een parallelisme in de inspanningen van alle sociale groepen zal worden gewaarborgd. Dat kan moeilijk zonder controle op de spreiding van de bestaande inspanningen.

Ten derde, zou de regering eens klaar en duidelijk moeten zeggen of zij werkelijk van zins is een deel van de 6 pct. bijdrage aan te wenden voor tewerkstellingsprogramma's. Een positief antwoord zou een belangrijke stimulans betekenen voor het interprofessioneel overleg, waarvan de kans op succes door de meeste waarnemers en participanten reeds zo klein wordt geschat.

Het lijkt me anders quasi uitgesloten dat de actieven ertoe bereid zijn een kwart van hun loonsverhoging door te sluisen naar een nationaal tewerkstellingsfonds, zoals het ACV op zijn Algemene Raad op 4 februari 1986 heeft voorgesteld. Een voorstel, tussen haakjes, dat op nogal wat sympathie werd onthaald door de SP, als we Sevi en kamerlid Colla mogen geloven.

Collega Wyninckx heeft er daarnet vriendelijk aan herinnerd dat ik, zoals u weet, een geestverwant ben van de SP.

De heer Vangeel. — Ik lees zoëven nog in het verslag van het ABVV dat men zich helemaal kant tegen het inleveren van één vierde ten voordele van een nationaal tewerkstellingsfonds.

De heer Pataer. — Dat is mij bekend. Ik ben niet de woordvoerder van het ABVV.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Ook niet van het ACV.

De heer Pataer. — Dat maak ik voor mijzelf uit.

Mijnheer de Voorzitter, ik vermeld dit alles om erop te wijzen hoe gevaarlijk en onverstandig het is, sociale wetgeving uit te vaardigen met bijzondere-machtenbesluiten, met andere woorden, zonder de belangrijke en bedachtzame filters van het Parlement, maar ook van het paritair overleg.

Het is zeker op deze en andere gronden dat diezelfde raad van het ACV heeft bevestigd gekant te blijven tegen het gebruik van bijzondere machten « omdat deze gevaren inhouden voor de democratie en voor het sociaal overleg ». Door dit laatste citaat herstel ik tegelijk een lapsus van de ACV-voorzitter die toevallig heeft nagelaten dit belangrijke besluit aan de pers mede te delen. (*Applaus op sommige socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Wij onderbreken hier onze werkzaamheden.

Nous interrompons ici nos travaux.

Wij zetten deze bespreking maandag te 14 uur 30 voort.

Nous poursuivrons cette discussion lundi à 14 heures 30.

Er zijn nog vier sprekers ingeschreven. De Eerste minister zal wellicht omstreeks 16 uur antwoorden.

Je vous souhaite quand même un bon weekend. (*Sourires.*)

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heren De Bondt en Paque hebben ingediend een voorstel van wet houdende toekenning aan Belgen van Poolse afkomst, van voordelen toegekend aan de oud-strijders 1940-1945.

MM. De Bondt et Paque ont déposé une proposition de loi octroyant à certains Belges d'origine polonaise les avantages reconnus aux anciens combattants de la guerre de 1940-1945.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Er zal later over zijn inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

INTERPELLATIONS — INTERPELLATIES

Demandes — Verzoeken

M. le Président. — Le bureau a été saisi des demandes d'interpellation suivantes :

1. De M. Smits à M. Damseaux, ministre de l'Education nationale, sur « les modalités de fonctionnement du Service national de transport scolaire »;

Het bureau heeft de volgende interpellatieverzoeken ontvangen :

1. Van de heer Smits tot de heer Damseaux, minister van Onderwijs, over « de werking van de Nationale Dienst voor leerlingenvoer »;

2. De Mme Aelvoet au Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et au secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur « les déversements illégaux effectués en mer par le *Falco* et le *Wadsy Tanker* ».

2. Van mevrouw Aelvoet tot de Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen en tot de staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie over « de illegale lozingen in zee door de *Falco* en de *Wadsy Tanker* ».

La date de ces interpellations sera fixée ultérieurement.

De datum van deze interpellaties zal later worden bepaald.

De Senaat vergadert opnieuw maandag, 24 maart 1986, te 14 uur 30.

Le Sénat se réunira lundi, 24 mars 1986, à 14 heures 30.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 18 uur.)

(La séance est levée à 18 heures.)